



REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES
HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE
OFFICE DES CEREALES

**Dossier de Préqualification des Entreprises pour
Construction, clé en main, d'un nouveau silo métallique et ses
annexes destinés au stockage des céréales (Blé et orge)
et Réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton
au port maritime de Radès (Tunisie)**

Mars 2025

Projet financé par la Banque Africaine de Développement



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Avant-propos

Le présent Dossier Type de Pré-Qualification a été préparé par la Banque africaine de développement et repose sur le document-cadre intitulé « Document de Pré-Qualification pour la passation des marchés de travaux » préparé par les Banques Multilatérales de Développement et les Institutions Financières Internationales. Ce document reflète les meilleurs usages de ces institutions.

Le Dossier Type de Pré-Qualification (DTP) doit être utilisé par l’Emprunteur, avec des modifications minimales en tant que de besoin et de manière acceptable par la Banque, lorsqu’un processus de pré-qualification précède l’appel d’offres pour la passation des marchés de travaux dans le cadre des procédures d’appel d’offres (International) ouvert (AOIO) pour des projets financés en totalité ou en partie par la Banque africaine de développement.

Préface

Le présent Dossier type de pré-qualification (DTP) a été mis à jour afin de refléter le Cadre de Passation des Marchés de la Banque, tel qu'amendé de temps à autre. Ce Dossier Type de Pré-qualification (DTP) est à utiliser pour la passation des marchés de Travaux financés par la Banque africaine de développement dans le cadre de projets pour lesquels l'Accord de Financement se réfère au Cadre de Passation de Marchés. Un Guide de l'utilisateur est en cours de préparation et sera publié en temps opportun.

Pour toutes questions relatives à ce DTP, ou pour obtenir des informations sur la passation des marchés dans le cadre de projets financés par la Banque africaine de développement, s'adresser à :

Département des Services fiduciaires & de l'Inspection (SNFI)

Banque africaine de développement (www.afdb.org)

Siège – Abidjan (Côte d'Ivoire)

5 Avenue Joseph Anoma

01 B.P. 1387, Abidjan 01

Côte d'Ivoire

Tél. : +225 – 27 20 26 39 00

E-mail : procurementpolicy@afdb.org

Dossier Type de Passation des Marchés

Description sommaire

Avis Particulier de Passation des Marchés – Avis de Pré-qualification

Un formulaire d'Avis de Pré-qualification est joint ci-après. Ce formulaire doit être utilisé par l'Emprunteur.

Dossier de Pré-Qualification : Passation de Marchés de Travaux

PARTIE 1 –PROCÉDURES DE PRÉ-QUALIFICATION

Section I. Instructions aux Candidats (IC)

Cette Section énonce les procédures que les Candidats doivent suivre lorsqu'ils préparent et soumettent leur Candidature pour la pré-qualification. On y trouve aussi des informations sur l'ouverture et l'évaluation des Candidatures. **La Section I inclut des dispositions à utiliser sans modifications.**

Section III. Critères et conditions de qualification

Cette Section inclut les méthodes, critères et conditions à utiliser pour décider comment les Candidats seront pré-qualifiés puis invités à soumettre une offre.

Section IV. Formulaires de Candidature

Cette Section inclut la Lettre de Candidature et les autres formulaires qui constituent le Dossier de Candidature.

Section V. Pays éligibles

Cette Section contient les renseignements concernant les critères d'éligibilité.

Section VI. Fraude et Corruption

Cette Section contient les dispositions concernant la fraude et la corruption applicables au processus de pré-qualification.

PARTIE 2 SPÉCIFICATION DES TRAVAUX

Section VII. Étendue des Travaux

Cette Section inclut une description sommaire, le calendrier de réalisation et d'achèvement, les spécifications techniques et les plans des Travaux qui font l'objet de cette pré-qualification. Les Spécifications pour les Travaux doivent également comprendre les exigences environnementales, sociales (y compris les dispositions sur l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et les violences à caractère sexiste (VCS)), hygiène et sécurité (ESHS) que l'Entrepreneur doit satisfaire en exécutant les Travaux.

Avis particulier de passation de marché

Avis de Pré-qualification

Pays : Tunisie

Nom du Projet : Projet d'Appui au Développement Inclusif et Durable de la Filière Céréalière « PADIDFIC »

N° du Projet : P-TN-AA0-031

Titre du Marché :

Construction, clé en main, d'un nouveau silo métallique et ses annexes
destinés au stockage des céréales (Blé et orge)
et Réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton
au port maritime de Radès (Tunisie)

Secteur : Agroalimentaire

N° du prêt : 2000300000651

N° de référence de la pré-qualification : T. AOI-1

1. L'Office des céréales a reçu un financement auprès de la Banque africaine de développement pour couvrir le coût du *projet PADIDFIC* et entend affecter une partie du produit de ce *prêt* aux paiements relatifs au marché¹ pour Construction, clé en main, d'un nouveau silo métallique et ses annexes destinés au stockage des céréales (Blé et orge) et Réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton au port maritime de Radès (Tunisie) »

L'Office des céréales entend pré-qualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour un marché comportant **la construction d'un nouveau silo** portuaire métallique de type vertical, d'une capacité de 40 milles tonnes, destiné au stockage des céréales, **la réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo** en béton d'une capacité de 30 milles tonnes (Remplacement des équipements de manutention, de pesage, d'échantillonnage, de dépoussiérage, de sécurité, de commande électrique et réparation, renforcement et maintenance de l'infrastructure en béton) et **la construction de bâtiments, infrastructures et installations annexes** (déchargeuse de navire, poste de chargement wagons et camions, ...). L'ancien silo et le nouveau silo

¹ Si l'avis de pré-qualification concerne plus d'un marché, indiquer « marchés » au pluriel, Ajouter un nouveau paragraphe 3 « Les candidatures peuvent être soumises en vue de la pré-qualification pour un ou plusieurs marchés selon les modalités qui seront indiquées dans le Dossier d'Appel d'Offres » et modifier la numérotation des autres paragraphes.

seront dans un même site, se trouvant au port maritime de Radès en Tunisie. Le marché se compose **d'un seul lot** comportant ainsi toutes les études nécessaires, la fourniture et la construction.

2. Les invitations à soumissionner sont prévues être lancées en *juillet 2025*.
3. La pré-qualification se déroulera conformément aux procédures de pré-qualification spécifiées dans le Cadre de Passation des Marchés de la Banque africaine de développement daté d'octobre 2015, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 ; elle est ouverte à tous les Candidats des pays qui répondent aux critères d'éligibilité, tels que définis dans le Cadre de Passation de Marchés.
4. Les Candidats intéressés éligibles peuvent obtenir de plus amples renseignements, consulter et télécharger gratuitement le document de pré-qualification auprès de *l'Office des céréales* (dont l'adresse : www.oc.com.tn).
5. Les dossiers de Candidature pour la pré-qualification doivent être déposés sous enveloppe cachetée délivrée à l'adresse ci-après avant **le 07 mai 2025 à 12H00 heure tunisienne**. Les dossiers de Candidature reçus en retard pourront être rejetés.

A l'attention de : Mme. La Présidente Directrice Générale de l'Office des Céréales
Portant la mention :

**« Ne pas ouvrir, Dossier de Pré-Qualification des Entreprises DPQE :
Construction clé en main et réhabilitation silos Radès »**

Adresse : Bureau d'ordre central de l'Office des Céréales, 30 Rue Alain Savary.

Ville : Tunis

Code postal : 1002

Pays : Tunisie

Numéro de téléphone : (+216) 70 557 300

Numéro de télécopie : (+216) 70 557 400

Dossier de Pré-Qualification des Entreprises

Passation de marché de :

**Construction, clé en main, d'un nouveau silo métallique et ses annexes destinés au stockage des céréales (Blé et orge)
et Réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton
au port maritime de Radès (Tunisie)**

Avis de Pré-Qualification : T. AOI-1

Nom du Projet : Projet d'Appui au Développement Inclusif et Durable de la Filière Céréalière « PADIDFIC »

N° du Projet : P-TN-AA0-031

Maître de l'Ouvrage : *Office des céréales*

Pays : *Tunisie*

Émis le : *24 mars 2025*

Dossier Type de Pré-qualification

Table des matières

PARTIE 1 - Procédures de pré-qualification	2
Section I. Instructions aux Candidats.....	3
Section II. Données Particulières de la Pré-qualification (DPP)	26
Section III. Critères et Conditions de Qualification	31
Section IV. Formulaires de Candidature	42
Section V. Pays Eligibles.....	81
Section VI. Fraude et Corruption	84
PARTIE 2 - Spécifications des Travaux.....	88
Section VII. Etendue des Travaux.....	89

PARTIE 1 – Procédures de pré-qualification

Section I. Instructions aux Candidats

Table des matières

A. Généralités	5
1. Objet du Marché.....	5
2. Origine des fonds	5
3. Fraude et Corruption.....	6
4. Candidats éligibles	6
5. Éligibilité, Biens et Services connexes éligibles	9
B. Contenu du Dossier de Pré-Qualification	10
6. Sections du Dossier de Pré-Qualification.....	10
7. Éclaircissements apportés au Dossier de Pré-Qualification, visite du site et réunion préparatoire	11
8. Modifications apportées au Dossier de Pré-Qualification	12
C. Préparation des dossiers de Candidature.....	12
9. Frais de Candidature	12
10. Langue de Candidature	13
11. Documents constitutifs du dossier de Candidature	13
12. Lettre de Candidature	13
13. Documents établissant que le Candidat répond au critère d'admissibilité	13
14. Documents établissant les qualifications du Candidat.....	14
15. Signature du dossier de Candidature et nombre d'exemplaires	15
D. Dépôt des dossiers de Candidature	15
16. Cachetage et marquage des dossiers de Candidature.....	15
17. Date limite de dépôt des dossiers de Candidature	15
18. Dossiers de Candidature hors Délais	16
19. Ouverture des dossiers de Candidature	16
E. Procédures d'évaluation des Candidatures.....	16
20. Confidentialité.....	16
21. Clarifications concernant les Candidatures.....	17
22. Conformité des dossiers de Candidature.....	17
23. Préférence nationale et régionale	17
24. Sous-traitants	17

F. Évaluation des Candidatures et pré-qualification des Candidats	18
25. Évaluation des Candidatures.....	18
26. Droit du Maître de l’Ouvrage d’accepter et d’écarter les Candidatures	23
27. Pré qualification des Candidats	23
28. Notification de Pré-qualification	23
29. Invitation à soumissionner	24
30. Modifications des qualifications des Candidats	25
31. Réclamation concernant la Passation de Marché	25

Section I. Instructions aux Candidats

A. Généralités

- 1. Objet du Marché**
 - 1.1 Faisant suite à l'Avis de Pré-qualification, ainsi que visé à la Section II, Données particulières de Pré-Qualification (DPP), le Maître de l'Ouvrage identifié **dans les DPP** émet le présent Dossier de Pré-Qualification (« Dossier de Pré-Qualification») à l'intention des Candidats («Candidats») intéressés à préparer et soumettre une candidature de pré-qualification («Candidatures») en vue de soumissionner à la réalisation des Travaux spécifiés à la Section VII, Étendue des Travaux. Lorsque les travaux font l'objet d'un appel d'offres sous la forme de marchés individuels (en l'occurrence la procédure par marchés individuels et par combinaison de marchés), ceux-ci sont énumérés **dans le DPP**. Le numéro de référence de l'Appel d'Offres International Ouvert (AOIO) correspondant à la présente pré-qualification est également indiqué **dans les DPP**.
- 2. Origine des fonds**
 - 2.1 L'Emprunteur ou le bénéficiaire (ci-après dénommé « l'Emprunteur »), identifié **dans les DPP**, a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds ») de la Banque africaine de développement (ci-après dénommée la « Banque »), d'un montant indiqué **dans les DPP**, en vue de financer le projet décrit **dans les DPP**. L'Emprunteur a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel à pré-qualification est lancé.
 - 2.2 La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande de l'Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l'accord de financement intervenu entre l'Emprunteur et la Banque pour l'octroi d'un prêt, crédit ou don (ci-après dénommé « l'Accord de financement ») et ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de financement. L'Accord de financement interdit tout retrait du Compte de prêt/crédit destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute

importation de fournitures, matériels, équipement ou matériaux lorsque, à la connaissance de la Banque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que l'Emprunteur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'Accord de prêt ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du financement.

3. Fraude et Corruption

- 3.1 La Banque exige le respect de son Cadre d'intégrité qui comprend les Procédures de sanctions du Groupe de la Banque africaine de développement, la Politique de dénonciation d'abus et de traitement des griefs de la Banque, la Politique de passation des marchés de la Banque sous le Cadre de Passation des Marchés et toutes autres politiques et procédures applicables, y compris leurs mises à jour en matière de pratiques frauduleuses et de corruption, comme indiqué dans la Section VI, Fraude et Corruption.
- 3.2 Aux fins d'application de ces dispositions, les Candidats devront permettre et faire en sorte que leurs agents (qu'ils soient déclarés ou non), leurs sous-traitants, consultants, prestataires de services, fournisseurs, et personnel, permettent à la Banque d'examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à toute procédure de sélection initiale, de pré-qualification (en cas de pré-qualification), de remise des offres, remise de proposition, et d'exécution des marchés (en cas d'attribution), et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

4. Candidats éligibles

- 4.1 Les Candidats doivent satisfaire aux critères d'éligibilité du présent article, et des articles 5.1 et 5.2.
- 4.2 Un Candidat peut être une entreprise de droit privé, une entité publique (sous réserve des dispositions de l'article 4.8 des IC) ou toute combinaison de telles entités soutenues par une lettre d'intention pour la conclusion d'un accord ou en vertu d'un accord existant de

groupement. Sauf indication contraire dans les DPP, en cas de Groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA), toutes les parties membres sont solidairement responsables pour l'exécution du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant la procédure de pré-qualification, l'appel d'offre si le GECA remet une offre, et en cas d'attribution du Marché à ce groupement, durant l'exécution du Marché. À moins **que les DPP** n'en disposent autrement, le nombre des participants au groupement n'est pas limité.

- 4.3 Une entreprise peut être Candidate à la pré-qualification à titre individuel et en tant que partenaire (membre) dans un groupement, ou participer en tant que sous-traitant. Les DPP précisent la part minimale de chacun des partenaires (membres) du GECA. Un Candidat pré-qualifié ne sera pas autorisé à soumissionner pour un marché donné à la fois à titre individuel, et de membre partenaire dans un GECA ou en tant que sous-traitant. Cependant, un sous-traitant peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement. Les offres soumises en violation de cette procédure seront écartées.¹
- 4.4 Une entreprise et toute entreprise filiale (qui contrôle directement ou indirectement cette entreprise ou qui est contrôlée par elle ou qui est sous un contrôle commun avec elle) peuvent être Candidates à la pré-qualification pour un même marché à titre individuel ou en tant que partenaires dans un groupement ou comme sous-traitant. Cependant si une entreprise et sa filiale sont pré-qualifiées séparément pour un même marché, seule une de ces Candidatures pré-qualifiées sera autorisée à soumissionner pour un marché donné. Les offres soumises en violation de cette procédure seront écartées.

¹ Si ce document est utilisé pour la pré-qualification pour un marché d'équipement, modifier cette disposition par le biais des DPP afin de refléter la clause « une offre par soumissionnaire » du DTAO pour l'acquisition d'Équipements.

- 4.5 Un Candidat, et toutes les parties constituant le Candidat, doivent avoir la nationalité d'un pays éligible, conformément au Cadre de Passation des Marchés de la Banque, et tel qu'indiqué à la Section V, Pays éligibles, sous réserve des restrictions supplémentaires indiquées aux articles 5.1 et 5.2 des IC. Un Candidat sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu'il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s'appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs proposés pour toute partie du Marché, y compris pour les services connexes.
- 4.6 Un Candidat ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt. Un Candidat sera considéré en situation de conflit d'intérêt s'il a participé en tant que consultant, à la conception, la préparation des spécifications des travaux faisant l'objet de la pré-qualification ou s'il a été recruté par l'Emprunteur ou le Maître de l'Ouvrage, ou qu'il est envisagé qu'il le soit, en tant que maître d'œuvre ou chargé du contrôle pour ces travaux. En outre, un Candidat peut être considéré comme ayant un conflit d'intérêt s'il a une relation d'affaires ou familiale proche avec un membre du personnel de l'Emprunteur (ou de l'agence d'exécution, ou d'un bénéficiaire d'une partie du financement de la Banque) qui intervient directement ou indirectement dans une partie quelconque (i) de l'élaboration du Dossier de Pré-Qualification, du Dossier d'Appel d'Offres ou des Spécifications du Marché, et/ou du processus d'évaluation des offres pour le Marché, ou (ii) de l'administration ou la supervision du Marché, à moins que le conflit découlant de cette relation a été résolu à la satisfaction de la Banque au cours du processus de pré-qualification, d'appel d'offres et de l'exécution du Marché.
- 4.7 Un Candidat faisant l'objet d'une sanction prononcée par la Banque conformément au Cadre d'Intégrité de la Banque et ses politiques et ses procédures de sanctions applicables, comme indiqué dans le Cadre d'Intégrité du

Groupe de la Banque tel que décrit à la Section VI, paragraphe 2.2 d, sera exclu de toute pré-qualification, remise d'offre ou de proposition, ou attribution et de tout autre bénéfice (financier ou autres) d'un marché financé par la Banque durant la période que la Banque aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l'adresse électronique mentionnée **dans les DPP**.

- 4.8 Les établissements et institutions publics du pays du Maître de l'Ouvrage sont admis à participer à la condition qu'ils puissent établir (i) qu'ils jouissent de l'autonomie juridique et financière, (ii) qu'ils sont régis par les règles du droit commercial, et (iii) qu'ils ne dépendent pas du Maître de l'Ouvrage ou ne sont sous sa tutelle.
- 4.9 Le dossier d'un Candidat qui fait l'objet d'une exclusion temporaire par le Maître de l'ouvrage au titre d'une Déclaration de garantie de soumission ne sera pas pris en considération.
- 4.10 Le Candidat devra fournir les preuves de son éligibilité que le Maître de l'Ouvrage est en droit de requérir établissant à la satisfaction du Maître de l'Ouvrage qu'il continue d'être éligible.
- 4.11 Une entreprise tombant sous le coup d'une sanction par l'Emprunteur l'excluant de ses marchés sera admise à participer au présent processus, à moins que, à la demande de l'Emprunteur, la Banque ne détermine que l'exclusion : (a) est en relation avec la fraude et la corruption, et (b) a été prononcée dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative équitable à l'égard de l'entreprise.

5. Éligibilité, Biens et Services connexes éligibles

- 5.1 Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles si :
 - (a) la loi ou la réglementation du pays de l'Emprunteur interdit les relations commerciales avec le pays du Candidat, sous réserve qu'il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n'empêche pas le jeu efficace de la concurrence

pour la fourniture des biens ou des travaux ou des services nécessaires ; ou

- (b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit toute importation de biens en provenance du pays du Candidat ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

5.2 Lorsque les Travaux doivent être exécutés dans plusieurs pays (et plusieurs pays constituent l'Emprunteur ou sont impliqués dans la procédure d'acquisition), l'exclusion d'une firme ou d'un individu en application de l'article 5.1(a) ci-dessus par l'un des pays concernés pourra s'appliquer à la présente procédure avec l'accord de la Banque et des Emprunteurs concernés.

5.3 Tous les biens et services connexes à fournir au titre du Marché résultant de la présente pré-qualification et à financer par la Banque auront pour pays d'origine un pays éligible de la Banque conformément au [Cadre de Passation des Marchés de la Banque](#), et tel qu'indiqué à la Section V, Pays éligibles.

B. Contenu du Dossier de Pré-Qualification

6. Sections du Dossier de Pré-Qualification

6.1 Le Dossier de Pré-Qualification comprend les Parties 1, et 2 qui incluent toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l'article 8 des IC.

PARTIE 1 - Procédures de pré-qualification

- Section I - Instructions aux Candidats (IC)
- Section II - Données particulières de la pré-qualification (DPP)
- Section III - Critères et conditions de qualification
- Section IV - Formulaire de Candidature
- Section V - Pays éligibles
- Section VI - Fraude et Corruption

PARTIE 2 - Spécifications des Travaux

- Section VII -Étendue des Travaux

- 6.2 Le Maître de l’Ouvrage ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Candidats de l’intégrité du Dossier de Pré-Qualification, des réponses aux demandes de clarification, du compte rendu de la réunion préparatoire au dépôt des Candidatures (le cas échéant) et des additifs au Dossier de Pré-Qualification conformément à l’article 8 des IC, s’ils n’ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement issus par le Maître de l’Ouvrage prévaudront.
- 6.3 Le Candidat doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier de Pré-Qualification. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier de Pré-Qualification.

7. Éclaircissements apportés au Dossier de Pré-Qualification, visite du site et réunion préparatoire

- 7.1 Tout Candidat désirant des éclaircissements sur les documents doit contacter le Maître de l’Ouvrage par écrit, à l’adresse du Maître de l’Ouvrage indiquée **dans les DPP**. Le Maître de l’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de remise des Candidatures. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur) à tous les Candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier de Pré-Qualification directement du Maître de l’Ouvrage. Si les **DPP** le prévoient, le Maître de l’Ouvrage publiera également sa réponse sur la page Internet identifiée **dans les DPP**. Au cas où le Maître de l’Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le Dossier de Pré-Qualification à la suite des éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée à l’article 8 et en conformité avec les dispositions de l’article 17.2 des IC.
- 7.2 Lorsque **les DPP** le prévoient, le représentant que le Candidat aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire au dépôt des Candidatures au lieu et à la date et à l’heure indiqués **dans les DPP**. L’objet de la

réunion est de permettre aux Candidats potentiels d'obtenir des éclaircissements portant sur le projet, les critères de qualification ou tout autre aspect du Dossier de Pré-Qualification.

- 7.3 Le compte-rendu de la réunion préparatoire au dépôt des Candidatures, le cas échéant, incluant le texte des questions posées par les Candidats (sans en identifier la source) et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont obtenu le Dossier de Pré-Qualification. Toute modification du Dossier de Pré-Qualification qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître de l'Ouvrage par la publication d'un additif conformément aux dispositions de l'article 8 des IC, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire. Le fait qu'un Candidat n'assiste pas à la réunion préparatoire au dépôt des Candidatures ne constituera pas un motif de rejet de sa Candidature.

**8. Modifications
apportées au
Dossier de Pré-
Qualification**

- 8.1 Le Maître de l'Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des Candidatures, modifier le Dossier de Pré-Qualification en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier de Pré-Qualification et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier de Pré-Qualification du Maître de l'Ouvrage. Le Maître de l'Ouvrage publiera immédiatement l'additif sur son site Internet indiqué **dans les DPP**.
- 8.3 Afin de laisser aux Candidats éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs Candidatures, le Maître de l'Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Candidatures en conformité avec l'article 17.2 des IC.

C. Préparation des dossiers de Candidature

**9. Frais de
Candidature**

- 9.1 Le Candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son dossier de Candidature, et le Maître de l'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que

soient le déroulement et l'issue de la procédure de pré-qualification.

10. Langue de Candidature

- 10.1 La Candidature, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant le dossier de Candidature, échangés entre le Candidat et le Maître de l'Ouvrage seront rédigés dans la langue indiquée **dans les DPP**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Candidat dans le cadre de la Candidature peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction dans la langue indiquée **dans les DPP**, auquel cas, aux fins d'interprétation du dossier de Candidature, la traduction fera foi.

11. Documents constitutifs du dossier de Candidature

- 11.1 Le dossier de Candidature comprendra les documents suivants :
- (a) **La Lettre de Candidature**, conformément à l'article 12 des IC ;
 - (b) **Éligibilité** : les pièces justificatives établissant que le Candidat répond aux critères d'**éligibilité** à concourir, conformément aux dispositions de l'article 13 des IC ;
 - (c) **Qualifications** : les pièces justificatives établissant que le Candidat est **qualifié** conformément aux dispositions de l'article 14 des IC ; et
 - (d) tout autre document requis tel que spécifié **dans les DPP**.
- 11.2 Le Candidat doit fournir les renseignements concernant les commissions et avantages, accordés ou qu'il est prévu d'accorder, le cas échéant, à des agents ou toute autre partie en relation avec la Candidature.

12. Lettre de Candidature

- 12.1 Le Candidat doit préparer une Lettre de Candidature à l'aide du formulaire fourni dans la Section IV, Formulaires de Candidature. Ce Formulaire doit être complété sans modification de son format.

13. Documents établissant que le Candidat répond au critère

- 13.1 Pour établir qu'il répond aux critères d'admissibilité conformément aux dispositions de l'article 4 des IC, le Candidat doit compléter les déclarations relatives à l'éligibilité dans la lettre de Candidature, ainsi que dans

- d'admissibilité** les Formulaires ELI (éligibilité) 1.1 et 1.2 qui figurent dans la Section IV, Formulaires de Candidature.
- 14. Documents établissant les qualifications du Candidat**
- 14.1 Pour établir qu'il a les qualifications nécessaires pour exécuter le(s) marché(s) en conformité avec la Section III, Critères et conditions de qualification, le Candidat doit fournir tous les renseignements demandés à la Section IV, Formulaires de Candidature.
- 14.2 Lorsque le Candidat doit fournir un montant monétaire dans un formulaire de Candidature, il doit l'indiquer en équivalent \$US en utilisant le taux de change déterminé de la manière suivante :
- (a) Pour le chiffre d'affaires et autres données financières annuels requis, le taux de change applicable sera celui du dernier jour de l'année calendaire en question.
 - (b) Pour le montant d'un marché, le taux de change sera celui de la date de signature du marché en question.
- Les taux de change seront ceux provenant de la source identifiée **dans les DPP**. Le Maître de l'Ouvrage aura la latitude de corriger toute erreur commise dans la détermination du taux de change dans le dossier de Candidature.

15. Signature du dossier de Candidature et nombre d'exemplaires

15.1 Le Candidat doit préparer un original des documents constituant la Candidature tels que décrits dans l'article 11 des IC et mentionner clairement sur l'original « ORIGINAL ». L'original du dossier de Candidature doit être dactylographié ou écrit à l'encre indélébile et doit être signé par une personne dûment autorisée à signer au nom du Candidat. Le dossier de Candidature soumis par un GECA doit être signé au nom du GECA par un représentant habilité à engager tous les membres du groupement et inclure le pouvoir du mandataire du groupement signé par les personnes habilitées à signer au nom du groupement.

15.2 Le Candidat doit soumettre le nombre de copies du dossier de Candidature original signé spécifié **dans les DPP** et les marquer clairement « COPIE ». En cas de différence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

D. Dépôt des dossiers de Candidature

16. Cachetage et marquage des dossiers de Candidature

16.1 Le Candidat doit placer l'original et les copies du dossier de Candidature dans une enveloppe cachetée qui devra :

- (a) porter le nom et l'adresse du Candidat ;
- (b) être adressée au Maître de l'Ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 17.1 des IC, et
- (c) porter le nom précis du processus de pré-qualification concerné, conformément aux dispositions de l'article 1.1 **des DPP**.

16.2 Le Maître de l'Ouvrage ne sera pas responsable si un dossier de Candidature qui n'est pas identifié tel que demandé à l'article 16.1 des IC n'a pas été traité.

17. Date limite de dépôt des dossiers de Candidature

17.1 Les Candidats peuvent envoyer leur dossier de Candidature par la poste ou le faire délivrer par porteur. Les dossiers de Candidature doivent être reçus par le Maître de l'Ouvrage à l'adresse spécifiée **dans les DPP** et au plus tard à la date limite spécifiée **dans les DPP**. Les Candidats peuvent remettre leur dossier de Candidature par voie électronique, si cette option

est prévue **dans les DPP**, et conformément aux procédures de présentation électronique énoncées **dans les DPP**.

17.2 Le Maître de l’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de dépôt des dossiers de Candidature en modifiant le Dossier de Pré-Qualification en application de l’article 8 des IC. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître de l’Ouvrage et des Candidats, précédemment régis par la date limite initiale, seront régis par la nouvelle date limite.

**18. Dossiers de
Candidature
hors Délais**

18.1 Le Maître de l’Ouvrage se réserve le droit d’accepter un dossier de Candidature reçu après la date limite fixée pour le dépôt des Candidatures, sous réserve de disposition contraire **dans les DPP**.

**19. Ouverture des
dossiers de
Candidature**

19.1 Le Maître de l’Ouvrage procédera à l’ouverture des Candidatures à la date, à l’heure et au lieu indiqués **dans les DPP**. Les Candidatures reçues en retard seront traitées comme indiqué à l’article 18.1 des IC.

19.2 Les procédures d’ouverture des dossiers de Candidature présentés par voie électronique, si cette procédure est prévue dans l’article 17.1, sont indiquées **dans les DPP**.

19.3 Le Maître de l’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture qui inclura au minimum le nom du Candidat. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Candidats.

E. Procédures d’évaluation des Candidatures

20. Confidentialité

20.1 Aucune information relative aux Candidatures, à leur évaluation et aux résultats de la pré-qualification ne sera divulguée aux Candidats ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que les résultats de la pré-qualification n’aura pas été notifiés à tous les Candidats en conformité à l’article 28 des IC.

20.2 Entre la date limite de dépôt des Candidatures et la notification des résultats de la pré-qualification en conformité avec l’article 28 des IC, si un Candidat souhaite entrer en contact avec le Maître de l’Ouvrage pour tout motif relatif à

la procédure de pré-qualification, il devra le faire exclusivement par écrit.

**21. Clarifications
concernant les
Candidatures**

21.1 Pour faciliter l'évaluation des Candidatures, le Maître de l'Ouvrage a toute latitude pour demander à un Candidat des clarifications (y compris des pièces manquantes) relatives à son dossier de Candidature, et ladite clarification doit être soumise dans un délai raisonnable spécifié dans la demande. Toute demande d'éclaircissements et tous les éclaircissements doivent être formulés par écrit.

21.2 Si le Candidat ne répond pas à une demande de clarification concernant sa Candidature ou ne fournit pas les documents qui lui sont réclamés avant la date limite fixée par le Maître de l'Ouvrage dans sa demande, sa Candidature sera évaluée sur la base des renseignements et documents disponibles lors de l'évaluation du dossier de Candidature.

**22. Conformité
des dossiers
de
Candidature**

22.1 Le Maître de l'Ouvrage peut écarter une Candidature qui n'est pas conforme aux exigences du Dossier de Pré-Qualification. Dans le cas où les renseignements remis par le Candidat sont incomplets ou nécessitent une clarification comme indiqué à l'article 21.1 des IC, et le Candidat ne fournit pas la clarification et/ou le renseignement manquant, la Candidature pourra être écartée.

**23. Préférence
nationale et
régionale**

23.1 Une marge de préférence ne sera pas accordée aux Candidats du pays du Maître de l'Ouvrage² dans le cadre du processus d'appel d'offres qui suivra la présente pré-qualification, sauf disposition contraire stipulée **dans les DPP**.

24. sous-traitants

24.1 Le Maître de l'Ouvrage n'entend pas faire exécuter certaines parties spécifiques des travaux par des sous-traitants ou des sous-traitants nationaux spécialisés désignés, sélectionnés à

² Aux fins d'application de la marge de préférence, une entreprise est considérée comme étant du pays du Maître de l'Ouvrage à la condition qu'elle soit enregistrée dans le pays du Maître de l'Ouvrage, qu'elle soit détenue à plus de 50 % par des ressortissants du pays du Maître de l'Ouvrage, et qu'elle ne soustraie pas à des entreprises étrangères plus de 10 pourcent du Montant du Marché (à l'exclusion des Sommes provisionnelles). Les groupements d'entreprises sont considérés comme étant du pays du Maître de l'Ouvrage et bénéficient de la préférence en faveur du Pays du Maître de l'Ouvrage à la condition que chacun de leurs membres soit enregistré dans le pays du Maître de l'Ouvrage, soit détenu à plus de 50 % par des ressortissants du pays du Maître de l'Ouvrage, et que le groupement soit enregistré dans le pays du Maître de l'Ouvrage. Le Groupement bénéficiant de la préférence ne doit pas sous-traiter plus de 10 pourcent du Montant du Marché (à l'exclusion des Sommes provisionnelles) à des entreprises étrangères. Les groupements entre entreprises du pays du Maître de l'Ouvrage et entreprises étrangères ne peuvent bénéficier de la préférence nationale.

l'avance par le Maître de l'Ouvrage (appelés « sous-traitants désignés »), sauf disposition contraire **dans les DPP**.

24.2 Le Candidat ne devra pas sous-traiter la totalité des Travaux. La limite maximale de sous-traitance autorisée dans le cadre du marché peut être spécifiée par le Maître de l'Ouvrage dans le Dossier d'appel d'offres. En conformité avec l'article 25.2 des IC, le Maître de l'Ouvrage pourra permettre au Candidat de proposer des sous-traitants pour certaines parties spécialisées des travaux définis en tant que « Sous-Traitants spécialisés ». Un Candidat prévoyant de recourir à de tels Sous-traitants spécialisés devra préciser dans la Lettre de Candidature l'activité ou les parties des travaux qui seront sous-traitées, et fournir tous renseignements demandés concernant ces sous-traitants, y compris leurs qualifications et expérience.

F. Évaluation des Candidatures et pré-qualification des Candidats

25. Évaluation des Candidatures

25.1 Le Maître de l'Ouvrage aura recours aux facteurs, méthodes, critères et exigences définis dans la Section III, Critères et conditions de pré-qualification afin d'évaluer les qualifications des Candidats. Le recours à d'autres méthodes, critères ou exigences ne sera pas permis. Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de ne pas tenir compte d'écarts mineurs dans les critères de qualification s'ils n'affectent pas matériellement la capacité technique ou les ressources financières d'un Candidat pour exécuter le marché.

25.2 Les sous-traitants proposés par le Candidat devront être pleinement qualifiés et satisfaire aux critères minimums d'expérience spécifique pour l'exécution de la partie des Travaux qu'il est prévu de leur confier. Les qualifications du sous-traitant ne pourront pas être utilisées par le Candidat pour remplir les conditions de qualification, à moins que la partie des Travaux qu'il est prévu de leur confier n'aient été identifiée par le Maître de l'Ouvrage **dans les DPP** comme pouvant être exécutées par des sous-traitants spécialisés, auquel cas, i) les Sous-traitants spécialisés devront satisfaire aux exigences minimales de qualification spécifiées à la Section III et ii) les qualifications relatives à l'expérience spécifique des Sous-traitants spécialisés proposés par le

Candidat pourront être ajoutées à celles du Candidat aux fins de l'évaluation. À moins que le Candidat n'ait été déterminé comme étant pré-qualifié indépendamment de la qualification et de l'expérience du Sous-traitant spécialisé proposé, l'offre soumise par le Candidat devra inclure le même Sous-traitant spécialisé, à défaut cette offre pourra être rejetée, à moins qu'un changement de sous-traitant spécialisé n'ait été demandé par le Candidat et approuvé par le Maître de l'Ouvrage après la pré-qualification mais avant la date limite de remise des offres conformément à l'article 30 de l'IC.

- 25.3 Dans le cas de marchés multiples (à plusieurs lots), le Candidat doit indiquer dans son dossier de Candidature, le marché individuel ou la combinaison de marchés (ou lots) pour le(s)quel(s) il est Candidat. Le Maître de l'Ouvrage pré-qualifiera chaque Candidat pour le nombre maximum de marchés pour lesquels le Candidat a indiqué son intérêt et satisfait à l'ensemble des spécifications correspondantes à ces marchés. Par ailleurs, dans les cas où un Candidat peut être jugé qualifié pour être autorisé à soumissionner pour plusieurs marchés individuels et/ou combinaisons de marchés mais, s'il est retenu, ne peut pas se voir attribuer tous ces marchés en raison des limites de capacité globale du Candidat pour les marchés combinés, le Maître de l'Ouvrage décidera quel marché ou quelles combinaisons de marchés seront attribués sur la base des considérations suivantes : i) Le total des exigences minimales en matière de capacité financière et d'expérience pour tous les marchés individuels attribués et leurs combinaisons ne dépassera pas les limites de capacité maximale globale du Candidat, comme démontré dans ses soumissions dans le cadre de la pré-qualification pour chacun de ces critères. Les limites maximales de capacité des Candidats individuels, des membres de GECA et des sous-traitants spécialisés, le cas échéant, et déterminées par le Maître de l'Ouvrage en ce qui concerne : a) le chiffre d'affaires annuel moyen de construction ; b) les flux de trésorerie ; c) l'expérience générale ; et d) l'expérience spécifique seront communiquées à chaque Candidat pré-qualifié au moment de la notification de la pré-qualification ; et ii) les marchés ou combinaisons de

marchés sélectionnés pour l'attribution aboutiront au coût évalué le moins-disant pour le Maître de l'Ouvrage pour tous les marchés. Les critères et conditions de qualification sont spécifiés à la Section III.

25.4 Cependant, en ce qui concerne l'expérience spécifique requise au point 4.2 (a) de la Section III, le Maître de l'Ouvrage sélectionnera l'une ou plusieurs des options identifiées ci-après : Considérant que :

N est le nombre minimum requis de marchés

V est la valeur minimale requise d'un marché,

(a) Pré-qualification pour un marché :

Option 1 : (i) avoir réalisé N marchés de montant V au minimum chacun,

ou

Option 2 : (i) avoir réalisé N marchés de montant V au minimum chacun,

ou

(ii) avoir réalisé un montant total d'au moins $N \times V$ où le nombre de marchés réalisés par le Candidat peut être inférieur à N, mais chaque marché est d'un montant au minimum de V ;

(b) Pré-qualification pour lots multiples :

Option 1 : (i) Le minimum requis pour des lots multiples sera le montant cumulé de l'ensemble des lots pour lesquels le Candidat a postulé, comme suit (sachant qu'un même marché ne peut être pris en compte plus d'une fois au titre des marchés N1, N2, N3, etc.) :

Lot1 : avoir réalisé N1 marchés, chacun d'un montant minimal de V1 ;

Lot 2 : avoir réalisé N2 marchés, chacun d'un montant minimal de V2

Lot 3 : avoir réalisé N3 marchés, chacun d'un montant minimal de V3 ; Etc.

Ou

Option 2 : (i) Le minimum requis pour des lots multiples sera le montant cumulé pour l'ensemble des lots pour lesquels le Candidat a postulé, comme suit (sachant qu'un même marché ne peut être pris en compte plus d'une fois au titre des marchés N1, N2, N3, etc.) :

Lot1 : avoir réalisé N1 marchés, chacun d'un montant minimal de V1 ;

Lot 2 : avoir réalisé N2 marchés, chacun d'un montant minimal de V2

Lot 3 : avoir réalisé N3 marchés, chacun d'un montant minimal de V3 ; etc.,

Ou

(ii) **Lot 1 :** avoir réalisé N1 marchés, chacun d'un montant minimal de V1 ; ou avoir réalisé au total un montant d'au moins $N1 \times V1$ avec un nombre de marchés inférieur à N1, mais chacun d'un montant minimal de V1

Lot 2 : avoir réalisé N2 marchés, chacun d'un montant minimal de V2 ; ou avoir réalisé au total un montant d'au moins $N2 \times V2$ avec un nombre de marchés inférieur à N2, mais chacun d'un montant minimal de V2

Lot 3 : avoir réalisé N3 marchés, chacun d'un montant minimal de V3 ; ou avoir réalisé au total un montant d'au moins $N3 \times V3$ avec un nombre de marchés inférieur à N3, mais chacun d'un montant minimal de V3, Etc.

Ou

Option 3: (i) Le minimum requis pour des lots multiples sera le montant cumulé pour l'ensemble des lots pour lequel le Candidat a postulé, comme suit (sachant qu'un même marché ne peut être pris en compte plus d'une fois au titre des marchés N1, N2, N3, etc. différents) :

Lot1 : avoir réalisé N1 marchés, chacun d'un montant minimal de V1 ;

Lot 2 : avoir réalisé N2 marchés, chacun d'un montant minimal de V2

Lot 3 : avoir réalisé N3 marchés, chacun d'un montant minimal de V3 ; Etc.

Ou

(ii) **Lot 1** : avoir réalisé N1 marchés, chacun d'un montant minimal de V1 ; ou avoir réalisé au total un montant d'au moins $N1 \times V1$ avec un nombre de marchés inférieur à N1, mais chacun d'un montant minimal de V1

Lot 2 : avoir réalisé N2 marchés, chacun d'un montant minimal de V2 ; ou avoir réalisé au total un montant d'au moins $N2 \times V2$ avec un nombre de marchés inférieur à N2, mais chacun d'un montant minimal de V2

Lot 3 : avoir réalisé N3 marchés, chacun d'un montant minimal de V3 ; ou avoir réalisé au total un montant d'au moins $N3 \times V3$ avec un nombre de marchés inférieur à N3, mais chacun d'un montant minimal de V3, Etc.

Ou

(iii) Sous réserve de conformité au point (ii) ci-dessus concernant le montant minimal pour chaque marché unique, le nombre

total de marchés peut être inférieur ou égal à $N1+N2+N3 + \dots$ pourvu que le montant total desdits marchés est égal ou supérieur à $N1 \times V1 + N2 \times V2 + N3 \times V3 + \dots$).

- 25.5 Seules les qualifications du Candidat seront prises en compte. Les qualifications d'autres entreprises, y compris les filiales du Candidat, la maison-mère ou d'une autre société affiliée, les sous-traitants (autres que les Sous-traitants spécialisés en conformité avec l'article 25.2 des IC) et toute autre entreprise distincte du Candidat ne seront pas prises en compte.
- 26. Droit du Maître de l'Ouvrage d'accepter et d'écarter les Candidatures**
- 26.1 Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute Candidature, et d'annuler la procédure de pré-qualification et d'écarter toutes les Candidatures, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Candidats.
- 27. Pré qualification des Candidats**
- 27.1 Tous les Candidats dont les dossiers de Candidature ont satisfait ou dépassé les critères minima spécifiés, à l'exclusion de tous les autres, seront pré-qualifiés par le Maître de l'Ouvrage.
- 27.2 Un Candidat peut être déclaré « pré-qualifié sous condition », c'est-à-dire qu'il est réputé qualifié à la condition qu'il soumette ou rectifie des documents ou des déficiences non essentiels à la satisfaction du Maître de l'Ouvrage.
- 27.3 Les Candidats pré-qualifiés sous condition en seront informés et recevront un état de ces conditions qui doivent être remplies à la satisfaction du Maître de l'Ouvrage avant ou lors du dépôt de leur offre.
- 28. Notification de Pré-qualification**
- 28.1 Le Maître de l'Ouvrage communiquera par écrit à tous les Candidats les noms des Candidats qui ont été pré-qualifiés sous condition ou sans condition. En outre, les Candidats dont la Candidature a été écartée en seront informés séparément.
- 28.2 Un Candidat non pré-qualifié pourra demander par écrit les motifs du rejet de sa Candidature au Maître de l'Ouvrage.

29. Invitation à soumissionner

- 29.1 Dans les plus brefs délais après la communication des résultats de la pré-qualification, le Maître de l'Ouvrage invitera tous les Candidats qui auront été pré-qualifiés ou pré-qualifiés sous condition à présenter une offre.
- 29.2 Le Maître de l'Ouvrage pourra demander aux soumissionnaires de présenter une Garantie de soumission ou une Déclaration de garantie d'offre acceptable sous la forme et pour le montant spécifié dans le dossier d'appel d'offres.
- 29.3 Le Soumissionnaire attributaire du Marché devra fournir une garantie de bonne exécution comme il sera indiqué dans le dossier d'appel d'offres.
- 29.4 Si applicable, le Soumissionnaire attributaire devra fournir une garantie séparée de performance environnementale, sociale, et d'hygiène et sécurité (ESHS).
- 29.5 Les Soumissionnaires devront fournir un Code de Conduite s'appliquant à leur personnel et sous-traitants visant à assurer la conformité aux exigences de performance environnementale, sociale (y compris les dispositions sur l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et les violences à caractère sexiste (VCS)), et d'hygiène et sécurité (ESHS).
- 29.6 Les Soumissionnaires devront fournir une stratégie de gestion et un plan de mise en œuvre visant à assurer la conformité aux exigences essentielles de performance environnementale, sociale (y compris les dispositions sur l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et les violences à caractère sexiste (VCS)), et d'hygiène et sécurité (ESHS).
- 29.7 Si cela est exigé dans le Dossier d'Appel d'Offres, le Soumissionnaire retenu devra fournir des renseignements additionnels concernant ses propriétaires effectifs en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

**30. Modifications
des
qualifications
des Candidats**

30.1 Un Candidat pré-qualifié conformément aux dispositions de l'article 27 des IC et invité à remettre une offre devra soumettre au Maître de l'Ouvrage toute modification éventuelle dans sa structure ou sa forme (y compris, dans le cas d'un GECA, toute modification de la structure ou la forme d'un partenaire du GECA ainsi que tout changement de sous-traitant spécialisé). La modification devra être soumise au Maître de l'Ouvrage et devra avoir été approuvée par écrit par le Maître de l'Ouvrage avant la date limite de remise des offres. Ladite approbation sera refusée si : (i) un Candidat pré-qualifié envisage de s'associer avec un Candidat dont la Candidature a été rejetée ou avec un des partenaires d'un GECA dont la Candidature a été rejetée, (ii) du fait de la modification, le Candidat ne satisfait plus à l'ensemble des critères de qualification précisés dans la Section III, Critères et conditions de qualification, ou si (iii) de l'avis du Maître de l'Ouvrage, la modification pourrait conduire à une réduction importante de la concurrence. La modification devra être soumise au Maître de l'Ouvrage au plus tard quatorze (14) jours après la date de l'invitation à soumissionner.

**31. Réclamation
concernant la
Passation de
Marché**

31.1 Les procédures applicables pour formuler une réclamation relative à la passation de marché sont indiquées **dans les DPP**.

Section II. Données Particulières de la Pré-Qualification (DPP)

A. Généralités	
IC 1.1	<i>Numéro d'identification de l'Avis de Pré-qualification : [insérer l'identification]</i> <i>Nom du Maître de l'Ouvrage : Office des Céréales</i> <i>Adresse : 30 Rue Alain Savary.</i> <i>Ville : Tunis</i> <i>Code postal : 1002</i> <i>Pays : Tunisie</i> <i>Numéro de téléphone : (+216) 70 557 300</i> <i>Numéro de télécopie : (+216) 70 557 400</i> <i>Site web : www.oc.com.tn</i> <i>Marché:</i> Construction, clé en main, d'un nouveau silo métallique et ses annexes destinés au stockage des céréales (Blé et orge) et Réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton au port maritime de Radès (Tunisie) <i>Intitulé et référence de l'AOIO : [insérer l'intitulé et la référence]</i>
IC 2.1	L'Emprunteur : Office des céréales
IC 2.1	L'institution de financement spécifique de la Banque : Banque Africaine de Développement BAD
IC 2.1	Montant de l'accord de financement : 87100 000 (\$US)
IC 2.1	Nom du Projet : Projet d'Appui au Développement Inclusif et Durable de la Filière Céréalière « PADIDFIC »
IC 4.2	Le nombre maximum de parties membres d'un GECA est de quatre (4). Tous les membres du GECA : seront solidairement responsables de l'exécution du marché conformément aux termes du marché.



IC 4.7	L'adresse électronique de la liste des entreprises et personnes exclues par la Banque est la suivante : https://www.afdb.org/en/projects-and-operations/procurement/debarment-and-sanctions-procedures/
B. Contenu du Dossier de Pré-Qualification	
IC 7.1	Aux fin s d'éclaircissements uniquement, l'adresse du Maître de l'Ouvrage est : À l'attention de : Mme. La Directrice du secrétariat permanent des commissions des marchés Adresse : Office des Céréales, 30 rue Alain Savary Ville : Tunis Code postal : 1002 Pays : Tunisie Numéro de téléphone : (+216) 70 557 300 Poste 283 Numéro de télécopie : (+216) 70 557 400 Adresse électronique : Skouri.Rim@oc.com.tn Le Maître de l'Ouvrage publiera les réponses aux éclaircissements sur la page Internet www.oc.com.tn.
IC 7.1 & 8.2	Les additifs au dossier de pré-qualification seront publiés sur le site internet www.oc.com.tn .
IC 7.2	Une réunion préparatoire au dépôt des Candidatures n'aura pas lieu.
C. Préparation des dossiers de Candidature	
IC 10.1	La langue du dossier de Candidature est le Français. Toute correspondance sera échangée en Français. Le dossier de Candidature, ainsi que toute correspondance seront soumis en Français. La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés sera le Français.
IC 11.1 (d)	Le candidat (entité unique ou tous les membres du GECA) doit fournir au minimum une des pièces administratives suivantes :

	- Une attestation de solvabilité (non-faillite) délivrée par l'organisme financier (les banques) dans le pays du candidat. - Les bilans audités ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du Candidat, autres états financiers acceptables audités des cinq (05) dernières années à partir du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2023.
IC 14.2	La source des taux de change sera celle de la banque Africaine de Développement (Exchange rates African Development Bank Group (afdb.org))
IC 15.2	Outre l'original du dossier de Candidature, le nombre de copies demandé est de deux (02).
D. Dépôt des dossiers de Candidature	
IC 17.1	La date et l'heure limites de dépôt des Candidatures sont les suivantes : Date : 07 mai 2025, Heure : 12h00 Heure de Tunis ; 11h00 GMT Adresse : Office des Céréales, 30 rue Alain Savary Ville : Tunis Code postal : 1002 Tunisie. Le cachet du bureau d'ordre central de l'office des céréales fait foi. Numéro de téléphone : (+216) 70 557 300 Numéro de télécopie : (+216) 70 557 400 Marché : Construction, clé en main, d'un nouveau silo métallique et ses annexes destinés au stockage des céréales (Blé et orge) et Réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton au port maritime de Radès (Tunisie) Le Candidat ne pourra pas remettre son dossier de Candidature par voie électronique.
IC 18.1	Sans objet.
IC 19.1	L'ouverture des dossiers de Candidature aura lieu à l'adresse, à la date et à l'heure suivantes :

	Date : 07 mai 2025, Heure : 14h00 Heure de Tunis ; 13h00 GMT Adresse : Office des Céréales, Salle de réunion au premier étage, 30 rue Alain Savary, Ville : Tunis, Code postal : 1002 Tunisie
IC 19.2	Sans objet.
E. Procédures d'évaluation des Candidatures	
IC 23.1	Une marge de préférence ne sera pas accordée aux entreprises du pays du Maître de l'Ouvrage.
IC 24.1	À ce stade, le Maître de l'Ouvrage n'a pas l'intention de faire exécuter certaines parties spécifiques du marché par des sous-traitants sélectionnés à l'avance par ses soins.
IC 25.2	Les parties du marché pour lesquelles le Maître de l'Ouvrage permet aux Candidats de proposer des Sous-Traitants spécialisés sont identifiées comme suit : a. Etudes ou parties d'études. b. Travaux de fondation profonde et travaux spéciaux. c. Travaux de VRD et aménagements divers. d. Construction des bâtiments annexes. e. Installations électriques.
IC 31.1	Les procédures à suivre pour déposer une plainte concernant la passation des marchés sont décrites de manière détaillée dans la Partie B du Manuel des Opérations de Passation des Marchés régi par le Cadre de Passation des Marchés de la Banque africaine de développement. Un Soumissionnaire désirant présenter une plainte concernant la passation des marchés devra présenter sa plainte au Maître de l'Ouvrage en suivant ces procédures, par écrit (par le moyen le plus rapide à sa disposition, tel que par courriel) à : À l'attention de : Mme Salwa Zouari Titre/position : Présidente Directrice Générale Maître d'Ouvrage : Office des Céréales Adresse : 30 rue Alain Savary, Ville : Tunis, Code postal : 1002 Pays : Tunisie

	Adresse courriel : offcer.contact@oc.com.tn Numéro de télécopie : (+216) 70 557 400 En résumé, à cette étape, une plainte ou réclamation relative à la passation de marché peut avoir pour objet de contester : 1. Le contenu du Dossier de Pré-Qualification ; et/ou 2. La décision du Maître d’Ouvrage de ne pas pré-qualifier un candidat.
--	--

Section III. Critères et Conditions de Qualification

La présente Section énonce tous les critères, méthodes et conditions auxquels le Maître de l’Ouvrage aura recours pour évaluer les dossiers de Candidature. Les renseignements à fournir pour chaque critère d’évaluation ainsi que les définitions des termes correspondants sont identifiées dans les formulaires de Candidature respectifs.

Liste des critères

1. Critères d’éligibilité	32
2. Antécédents de défaut d’exécution de marché	33
3. Situation et performance financières.....	35
4. Expérience	37

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
1. Critères d'éligibilité							
1.1	Nationalité	Conforme à l'article 4.5 des IC.	Doit satisfaire au critère	GECA doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaires ELI –1.1 et 1.2, avec pièces jointes
1.2	Conflit d'intérêts	Pas de conflit d'intérêts selon l'article 4.6 des IC.	Doit satisfaire au critère	GECA doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Lettre de Candidature
1.3	Exclusion par la Banque	Ne pas avoir été exclu par la Banque, tel que décrit dans les articles 4.7 et 5.1 des IC.	Doit satisfaire au critère	GECA existant doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Lettre de Candidature
1.4	Entreprise publique dans le pays de l'Emprunteur	Le Candidat doit satisfaire aux conditions de l'article 4.8 des IC.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaires ELI - 1.1 et 1.2, avec pièces jointes
1.5	Exclusion au titre d'une résolution des Nations Unies ou de la législation du pays de l'Emprunteur	Ne pas être exclu en application de loi ou règlement du pays de l'Emprunteur ou d'une décision de mise en œuvre d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies en conformité avec les articles 5.1 et 5.2 des IC	Doit satisfaire au critère	GECA doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Lettre de Candidature

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
2. Antécédents de défaut d'exécution de marché							
2.1	Antécédents de non-exécution de marché	Pas de défaut d'exécution d'un marché ¹ depuis le 1 ^{er} janvier de l'année 2015	Doit satisfaire au critère ² .	Sans objet	Doit satisfaire au critère ³ .	Sans objet	Formulaire ANT-2
2.2	Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de garantie de soumission	Ne pas être sous le coup d'une sanction relative à une Déclaration de Garantie de soumission en application de l'article 4.9 des IC.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Lettre de Candidature
2.3	Litiges en instance	La solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Candidat telles qu'évaluées au critère 3.1 ci-après restent acceptables même dans le cas où l'ensemble des litiges en instance	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire ANT-2

1 Un marché sera considéré en défaut d'exécution par le Maître de l'Ouvrage lorsque le défaut d'exécution n'a pas été contesté par l'Entrepreneur y compris par recours au mécanisme de règlement des litiges prévu au marché en question, ou lorsqu'il a fait l'objet de contestation par l'Entrepreneur mais a été réglé entièrement à l'encontre de l'Entrepreneur. Le défaut d'exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels le Maître de l'Ouvrage n'a pas obtenu gain de cause au cours du règlement des litiges. Le défaut d'exécution doit être confirmé par tous les renseignements relatifs aux litiges ou aux procès complètement réglés. Un litige ou un procès complètement réglé est un litige ou un procès qui a été résolu conformément au mécanisme de règlement des litiges du marché correspondant et pour lequel tous les recours à la disposition du Candidat ont été épuisés.

2 Ce critère s'applique également aux marchés exécutés par le Candidat en tant que membre d'un groupement.

3 Ce critère s'applique également aux marchés exécutés par le Candidat en tant que membre d'un groupement.

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		seraient tranchés à l'encontre du Candidat.					
2.4	Antécédents de litiges	Absence d'antécédents de litiges systématiquement conclus à l'encontre du Candidat ⁴ depuis le 1 ^{er} janvier de l'année 2015	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère.	Sans objet	Formulaire ANT-2
2.5	Déclaration : Performance passée dans les domaines environnemental, social hygiène et sécurité	Déclarer tous les marchés de travaux qui ont fait l'objet de suspension ou de résiliation et/ou de saisie de la garantie de performance par le Maître d'Ouvrage pour des motifs de non-respect des exigences en matière environnementale, sociale (y compris les dispositions sur l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et les violences à caractère sexiste (VCS)), hygiène et sécurité au cours des cinq dernières années ⁵ .	Doit fournir la déclaration. En cas de recours à des sous-traitants spécialisés, ceux-ci doivent également fournir la déclaration.	Sans objet	Chaque membre doit fournir la déclaration. En cas de recours à des sous-traitants spécialisés, ceux-ci doivent également	Sans objet	Formulaire ANT-3 Déclaration de performance ESHS

4 Le Candidat fournira des informations précises dans la Lettre de candidature au sujet des litiges ou différends portant sur les marchés achevés ou en cours d'exécution au cours des dernières années comme demandé. Des antécédents de litiges conclus de manière systématique à l'encontre du Candidat en tant qu'entité unique ou en tant que membre d'un groupement sont susceptibles de justifier la disqualification du Candidat.

5 Le Maître d'Ouvrage pourra utiliser ces informations afin d'obtenir des renseignements supplémentaires ou des éclaircissements durant l'appel d'offres et le processus de vérification (de diligence) associé.

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
					fournir la déclaration		
3. Situation et performance financières							
3.1	Situation financière	(i) Le Candidat doit démontrer qu'il dispose d'avoir liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l'avance de démarrage éventuel, à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres à hauteur de cinq (05) millions de dollars (\$US) et nets de ses autres engagements ;	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	Formulaire FIN - 3.1 avec pièces jointes
		(ii) le Candidat doit démontrer, à la satisfaction du Maître de l'Ouvrage qu'il dispose de moyens financiers lui permettant de satisfaire les besoins en trésorerie des travaux en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés ;	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		(iii) Soumission de bilans audités ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du Candidat, autres états financiers audités et acceptables par le Maître de l'Ouvrage pour les cinq (05) dernières années (du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2023) démontrant la solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Candidat.	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	
3.2	Chiffre d'affaires annuel moyen des activités	Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins trente et un (31) millions de dollars \$US , calculé de la manière suivante : le total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours et/ou achevés au cours des cinq dernières années divisées par cinq (05) durant la période allant du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2023.	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Doit satisfaire à vingt-cinq pour cent (25%) de la spécification	Doit satisfaire à quarante pour cent (40%) de la spécification	Formulaire FIN - 3.2

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
4. Expérience							
4.1 (a)	Expérience générale de construction	Expérience minimale de trois (03) projets de construction d'unité industrielle à titre d'entrepreneur, de membre de groupement, de sous-traitant ou d'ensemblier au cours des dix (10) dernières années à partir du 1er janvier de l'année 2015.	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire EXP-4.1
4.2 (a)	Expérience spécifique de construction et de gestion de contrat	Réalisation à titre d'entrepreneur principal, de membre d'un groupement ⁶ , d'ensemblier, ou de sous-traitant ⁷ d'un nombre minimal (indiqués aux critères A, B et C ci-dessous) de marchés similaires stipulé ci-après, de manière satisfaisante et achevés pour l'essentiel ⁸ exécutés au cours des dix (10) dernières années à	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	Formulaire EXP-4.2 (a)

⁶ Lorsque le Candidat a participé en tant que membre d'un groupement ou sous-traitant, au titre de ce critère, seule la part spécifique du Candidat (en termes de valeur, rôle et responsabilité du candidat) et non celle du Groupement ou de l'entrepreneur principal devra être prise en considération.

⁷ Dans le cas d'un groupement, les montants des marchés achevés par chaque membre ne peuvent être combinés pour déterminer si le montant minimum requis pour un seul marché au titre de ce critère est atteint. De la même manière que pour l'entité unique, Chaque marché exécuté par chaque membre présenté au titre de ce critère doit satisfaire au montant minimum par marché requis. Afin de déterminer si le groupement répond au critère relatif au nombre total de, seul le nombre de marchés achevés par tous les membres, chaque marché étant équivalent au montant minimum requis peut être agrégé.

⁸ Par achèvement pour l'essentiel, on entend un achèvement à 80% ou plus des travaux prévus au marché.

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		compter du 1er janvier 2015 jusqu'à la date limite de remise des offres : A) Réalisation d'études et conception afférentes à (NA=2) de projets de construction d'un silo métallique à grains de type vertical. Le montant de chaque étude VA doit être supérieur à cent (100) Milles de dollars HTVA. B) Réalisation de (NB = 2) deux projets de construction de silos métalliques à grains de type vertical dont au moins l'un d'eux doit être un silo portuaire. Le montant de chaque projet VB doit être supérieur à quatorze (14) Millions de dollars HTVA. C) Réalisation de (NC =1) un projet de réhabilitation : diagnostic, étude, entretien, réparation, renforcement et consolidation de la structure et de la solidité d'un ouvrage de silo en béton. Le montant de chaque projet VC doit être supérieur à cinq cent (500) Milles de dollars HTVA.					

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		Chacun des marchés présentés au titre de ce critère doit satisfaire aux exigences essentielles minimales suivantes : - Silo de stockage vertical destiné aux grains - Capacité minimale de 30 milles tonnes - Débit minimum de manutention 300 tonnes/heure (t/h)					
4.2 (b)	Expérience spécifique de construction dans les principales activités	Pour les marchés référenciés ci-dessus ou pour d'autres marchés exécutés en tant qu'entrepreneur principal, membre de groupement, ou sous-traitant depuis le 1 ^{er} janvier 2015, une expérience minimale de construction achevée de manière satisfaisante et achevée pour l'essentiel, dans les activités clés suivantes ⁹ : <i>Etudes structurelles d'un silo à grains de type vertical</i> <i>La réalisation totale minimale d'études structurelles d'un silo métallique à grains de type vertical d'une capacité</i>	Doit satisfaire aux spécifications <i>Les activités qui peuvent être réalisées par un sous-traitant spécialisé sont : Etudes structurelles d'un silo à grains de type vertical</i>	Doivent satisfaire au critère <i>Les activités qui peuvent être réalisées par un sous-traitant spécialisé sont : Etudes structurelle</i>	Sans objet	Doit satisfaire à la spécificatio n pour une des principales activités : Travaux de montage et installation d'un silo de	Formulaire EXP-4.2 (b)

⁹ Le volume, nombre ou taux de production de toute activité clé peut être démontré à travers un ou plusieurs marchés combinés si exécutés de manière simultanée.

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		<i>minimale de 30 milles tonnes entre le 1er janvier 2015 et la date limite de remise des Offres dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats sera de deux (2).</i> Travaux de montage et installation d'un silo de stockage à grains <i>La réalisation totale minimale des travaux de montage et d'installation d'un silo vertical de stockage à grains d'une capacité minimale de 30 milles tonnes entre le 1er janvier 2015 et la date limite de remise des Offres dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats sera de deux (2).</i>		<i>s d'un silo métallique à grains de type vertical</i>		stockage à grains	
4.2 (c)	Expérience dans la gestion des risques et des impacts ES	Pour les contrats [substantiellement achevés et en cours de mise en œuvre] en tant qu'Entrepreneur principal, membre d'un GECA, or sous-traitant entre le 1 ^{er} janvier 2015 et la date limite de soumission des demandes, expérience dans la gestion des risques et des impacts ES dans les aspects suivants :	Doit satisfaire aux critères	Doivent satisfaire aux critères	Doit satisfaire au critère n°3	Doit satisfaire aux critères n°1 et n°2	Formulaire EXP – 4.2 (c)

Critères de Qualification			Spécifications de conformité			Documentation	
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, (existant ou prévu) (GECA)			Formulaire de Candidature
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		Critère n°1 : avoir élaborer et mis en œuvre des procédures et processus en matière d'Hygiène et de sécurité visant à établir et à maintenir un environnement de travail sans risque pour la santé dans un chantier. Critère n°2 : avoir élaborer un plan de gestion Environnementale et Sociale d'un chantier. Critère n°3: avoir un code de conduite pour le Personnel afin d'assurer la conformité aux bonnes pratiques environnementales et sociales (ES).					

Section IV. Formulaires de Candidature

Liste des formulaires

Lettre de Candidature	43
Formulaire ELI – 1.1	46
Formulaire ELI – 1.2	48
Formulaire ANT-2	50
Formulaire ANT 3	54
Formulaire FIN – 3.1	56
Formulaire FIN – 3.2	60
Formulaire EXP – 4.1	61
Formulaire EXP – 4.2 (a)	63
Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite)	66
Formulaire EXP – 4.2 (a)	67
Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite)	70
Formulaire EXP – 4.2 (a)	71
Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite)	74
Formulaire EXP – 4.2 (b)	77
Formulaire EXP – 4.2 (c)	81

Lettre de Candidature

Date : *[insérer jour, mois, année]*

N° et titre de l'Avis de Pré-qualification : *[insérer le numéro et le titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[insérer le numéro et le titre de l'AOIO]*

À l'attention de : *L'office des céréales*

Nous, soussignés, sommes candidat à la pré-qualification pour l'AO susmentionné et déclarons que :

- (a) **Aucune réserve** : Nous avons examiné les Documents de pré-qualification et n'avons **pas de réserve**, y compris les Addenda No. (les Addenda Nos) *[insérer le numéro et la date de publication de chaque Addendum]*, publiés conformément aux dispositions de l'article 8 des Instructions aux Candidats (IC) ;
- (b) **Absence de conflit d'intérêts** : Nous ne nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt, en conformité avec l'article 4 des IC ;
- (c) **Éligibilité** : Nous (et nos sous-traitants) remplissons les conditions d'éligibilité en conformité avec l'article 4 des IC et nous n'avons pas été exclus par le Maître de l'Ouvrage sur la base de la mise en œuvre de la déclaration de garantie de soumission telle que prévue à l'article 4.9 des IC ;
- (d) **Suspension et exclusion** : Ni notre entreprise, ni nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne faisons l'objet et ne sommes pas sous le contrôle d'une entité ou d'une personne faisant l'objet de suspension temporaire ou d'exclusion prononcée par une le Groupe de la Banque africaine de développement ou d'exclusion imposée en vertu de l'Accord Mutuel d'Exclusion entre la Banque africaine de développement et les autres banques de développement. En outre, nous ne sommes pas inéligibles au titre de la législation, ou d'une autre réglementation officielle du pays du Maître de l'Ouvrage, ou en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- (e) **Entreprise ou institution publique** : *[Sélectionnez l'option appropriée et supprimez l'autre] [insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise ou institution publique » ou « nous sommes une entreprise publique et nous satisfaisons aux dispositions de l'article 4.8 des IC »] ;*

- (f) **Sous-traitants et Sous-traitants spécialisés** : Nous, conformément aux dispositions des articles 24.2 et 25.2 des IC, entendons sous-traiter les principales activités suivantes et les parties suivantes du marché :

[Insérer toute activité essentielle identifiée à la Section III-4.2 (a) ou (b) que le Maître de l'Ouvrage a permis de sous-traiter dans le Dossier de Pré-Qualification et que le Candidat a l'intention de sous-traiter ; fournir des renseignements détaillés sur les Sous-traitants spécialisés proposés, leurs qualifications et leur expérience]

- (g) **Honoraires ou commissions ou gratifications** : Nous déclarons que les gratifications, honoraires et commissions ci-après ont été versés ou accordés ou doivent être versés ou accordés en rapport avec la procédure de pré-qualification, la procédure d'appel d'offres qui y fera suite, ou l'exécution/la signature du Marché

<u>Nom du Bénéficiaire</u> <i>[insérer le nom complet de chacun]</i>	<u>Adresse</u> <i>[insérer la rue, le numéro, la ville et le pays]</i>	<u>Motif</u> <i>[indiquer le motif]</i>	<u>Montant</u> <i>[spécifier le montant, la monnaie, le taux de change et l'équivalent en \$US]</i>
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

[Si aucune somme n'a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « Des honoraires, commissions ou avantage en nature n'ont été versés ou ne seront versés par nous à des agents en relation avec la présente Candidature »].

- (h) **Pas tenu d'accepter** : Nous acceptons que vous puissiez annuler le processus de pré-qualification à tout moment et que vous ne soyez pas tenus d'accepter quelque Candidature que ce soit ; que vous êtes susceptible de ne pas inviter les Candidats pré-qualifiés à soumettre une offre pour le marché qui fait l'objet de la présente pré-qualification, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque vis-à-vis des Candidats, conformément aux dispositions de l'article 26.1 des IC.
- (i) **Véridiques et corrects** : Nous certifions que les renseignements, déclarations et descriptions contenues dans ce dossier de Candidature sont véridiques, corrects, complets et sincères, à notre connaissance.

Signé *[insérer la (les) signature(s) d'un représentant (des représentants) habilité(s) du Candidat]*

Nom *[insérer le nom complet de la personne qui signe le dossier de Candidature]*

En tant que *[indiquer la qualité de la personne qui signe le dossier de Candidature]*

Dûment autorisé à signer cette soumission de Candidature pour et au nom de :

Nom du Candidat *[indiquer le nom complet du Candidat ou du GECA]*

Adresse *[insérer rue, numéro, ville et pays]*

Le _____ jour de _____ *[mois]*, _____ *[année]*.

[En cas de groupement, soit tous les membres doivent signer, ou seulement le représentant autorisé qui dans ce cas devra fournir ci-joint les pouvoirs notariés de signer au nom de tous les membres du groupement]

Formulaire ELI – 1.1

Fiche de renseignements sur le Candidat

Date : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[insérer le numéro de l'Avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[insérer le numéro de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Nom du Candidat :

[insérer le nom légal du Candidat]

En cas de groupement, noms de tous les membres :

[insérer le nom légal de chaque membre du groupement]

Pays où le Candidat est, ou sera légalement enregistré :

[insérer le nom du pays d'enregistrement]

Année d'enregistrement du Candidat :

[insérer l'année d'enregistrement]

Adresse officielle du Candidat dans le pays d'enregistrement :

[insérer l'adresse légale du Candidat dans le pays d'enregistrement]

Renseignement sur le représentant dûment habilité du Candidat :

Nom : *[insérer le nom du représentant du Candidat]*

Adresse : *[insérer l'adresse du représentant du Candidat]*

Téléphone/Fac-similé : *[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du Candidat]*

Adresse électronique : *[insérer l'adresse électronique du représentant du Candidat]*

2. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : *[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]*

- ☐ Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec l'article 4.5 des IC
 - ☐ En cas de groupement, lettre d'intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec l'article 4.2 des IC.
 - ☐ Dans le cas d'une entreprise publique du pays de l'Acheteur, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, et administrée selon les règles du droit commercial, et qu'elle n'est pas sous la tutelle de l'Acheteur, en conformité avec l'article 4.8 des IC.
2. Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d'administration et propriété bénéficiaire

Formulaire ELI – 1.2

Fiche de renseignements sur chaque partie d'un GECA

[Ce formulaire est complémentaire au formulaire ELI-1.1 et doit être rempli par chaque partenaire d'un GECA (si le Candidat est un GECA), ainsi que par les Sous-traitants spécialisés proposés par le Candidat pour toute partie du Marché pour lequel la pré-qualification est entreprise]

Date : *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

N° de l'Avis de Pré-qualification. : *[insérer le numéro de l'avis]*

N° AOIO : *[insérer le numéro de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Nom du Candidat : <i>[insérer le nom légal du Candidat]</i>
Nom du membre du groupement : <i>[insérer le nom légal du membre du groupement]</i>
Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré : <i>[insérer le nom du pays d'enregistrement du membre du groupement]</i>
Année d'enregistrement du membre du groupement : <i>[insérer l'année d'enregistrement du membre du groupement]</i>
Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d'enregistrement : <i>[insérer l'adresse légale du membre du groupement dans le pays d'enregistrement]</i>
Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement : Nom : <i>[insérer le nom du représentant du membre du groupement]</i> Adresse : <i>[insérer l'adresse du représentant du membre du groupement]</i> Téléphone/Fac-similé : <i>[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du membre du groupement]</i> Adresse électronique : <i>[insérer l'adresse électronique du représentant du membre du groupement]</i>
2. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après : <i>[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints].</i> ☐ Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 2 ci-dessus, en conformité avec l'article 4.5 des IC.

- ☐ Dans le cas d'une entreprise publique du pays du Bénéficiaire, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, administrée selon les règles du droit commercial, et qu'elle n'est pas sous la tutelle de l'Acheteur en conformité avec l'article 4.8 des IC.
- 2 Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d'administration et propriété bénéficiaire.

Formulaire ANT-2

Antécédents de Marchés non exécutés, Litiges en instance et historique de litiges

[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d'un GECA]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA : *[insérer le nom complet]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[insérer le numéro de l'avis]*

No. AOIO et titre : *[numéro et titre de l'AO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères et conditions de qualification			
☐ Il n'y a pas eu de marché non exécuté depuis le 1 ^{er} janvier 2015 comme stipulé à la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.1.			
☐ Marché(s) non exécuté (s) depuis le 1 ^{er} janvier 2015 comme stipulé à la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.1 :			
Année	Fraction non exécutée du marché	Identification du marché	Montant total du marché (valeur actuelle en équivalent \$US)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant et pourcentage]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[nom complet]</i> Adresse du Maître de l'Ouvrage : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Motifs de non-exécution : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]</i>	
Litiges en instance, en conformité à la Section III, Critères et conditions de qualification			

- ☐ Pas de litige en instance en vertu de la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.3.
- ☐ Litige(s) en instance en vertu de la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.3 :

Année	Montant du litige	Identification du marché	Montant total du marché (valeur actuelle en équivalent \$US)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant]</i>	Identification du marché : <i>[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d'identification]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[nom complet]</i> Adresse du Maître de l'Ouvrage : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Objet du litige : <i>[indiquer les principaux points en litige]</i> Partie ayant initié le litige : <i>[indiquer « Maître de l'Ouvrage » ou « Entrepreneur »]</i> Statut du litige : <i>[indiquer s'il est en cours de traitement par le Conciliateur ou un Comité de règlement des différends, en Arbitrage ou devant les tribunaux]</i>	<i>[indiquer le montant]</i>
Antécédents de litiges, en conformité à la Section III, Critères et conditions de qualification			
☐ Pas d'antécédent de litige en vertu de la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.4. ☐ Antécédents de litige(s) en vertu de la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.4 :			
Année	Montant du litige	Identification du marché	Montant total du marché (valeur actuelle en équivalent \$US)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant]</i>	Identification du marché : <i>[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d'identification]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[nom complet]</i>	<i>[indiquer le montant]</i>

		Adresse du Maître de l’Ouvrage : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Objet du litige : <i>[indiquer les principaux points en litige]</i> Partie ayant initié le litige : <i>[indiquer « Maître de l’Ouvrage » ou « Entrepreneur »]</i> Motif(s) du litige et décision finale : <i>[indiquer les motifs principaux]</i>	
--	--	--	--

Formulaire ANT 3

Déclaration de performance ESHS

[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d'un GECA et chaque Sous-traitant spécialisé]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA ou Sous-traitant spécialisé du Candidat : *[insérer le nom complet]*

N° et titre de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Déclaration de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité selon les dispositions de la Section III, Critères et conditions de qualification

- ☐ **Pas de suspension ou résignation de marché** : Il n'y a pas eu de marché suspendu ou résilié ou faisant l'objet de saisie de garantie de performance depuis le 1^{er} janvier 2019 pour des motifs liés à la performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité comme stipulé à la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.5.
- ☐ **Déclaration de suspension ou résiliation de marché** : Le(s) marché(s) ci-après ont fait l'objet de suspension ou résiliation ou de saisie de garantie de performance depuis le 1^{er} janvier 2019 pour des motifs liés à la performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité comme stipulé à la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 2.5. Les détails sont fournis ci-après :

Année	Fraction non exécutée du contrat	Identification du marché	Montant total du contrat (valeur actuelle en équivalent \$US)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant et pourcentage]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[nom complet]</i>	<i>[insérer le montant]</i>

		Adresse du Maître de l'Ouvrage : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Motifs de suspension ou résiliation : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux), notamment défauts concernant les violences à caractère sexiste (VCS) l'exploitation et abus sexuels (EAS)]</i>	
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant et pourcentage]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[nom complet]</i> Adresse du Maître de l'Ouvrage : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Motifs de suspension ou résiliation : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]</i>	<i>[insérer le montant]</i>
...	...	<i>[fournir la liste de tous les marchés concernés]</i>	...
Saisie de garantie de performance par le Maître d'Ouvrage pour des motifs liés à la performance ESHS			
Année	Identification du marché		Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en \$US)
<i>[insérer l'année]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[nom complet]</i> Adresse du Maître de l'Ouvrage : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Motifs de saisie de garantie : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux), notamment défauts concernant les violences à caractère sexiste (VCS) l'exploitation et abus sexuels (EAS)]</i>		<i>[insérer le montant]</i>

Formulaire FIN – 3.1

Situation et performance financière

[Formulaire à compléter par le Candidat et par chaque partie, dans le cas d'un GECA.]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA ou Sous-traitant spécialisé du Candidat : *[insérer le nom complet]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

1. Renseignements financiers

Données financières en équivalent \$US	Antécédents pour les cinq (5) dernières années (équivalent milliers d'\$US et taux de change*)				
	2019	2020	2021	2022	2023
Information du bilan					
1. Actif total (AT)					
2. Passif total (PT)					
3. Valeur nette (VN)= [1-2]					
4. Actifs circulants (AC)					
5. Dette à court terme (DC)					
6. Fonds de roulement (FR)= [4-5]					
7. Ratio courant = [4/5]					

Information des comptes de résultats					
8. Recettes totales (RT)					
9. Bénéfices avant impôts (BAI)					
10. Retour sur capitaux= [9/3ap*]					
11. Ratio d'endettement =[3/1]					

* Cf. article 14 des IC concernant le taux de change

2. Source de financement

[Chaque Candidat, et dans le cas d'un Groupement, chacun des membres du groupement doit remplir le tableau ci-après]

Indiquer les sources de financement nécessaires pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres, ainsi que des travaux en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés.

No.	Source de financement	Montant (équivalent \$US)
1		
2		
3		

3. Documents financiers

Le Candidat et ses membres partenaires doivent fournir une copie des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années

spécifiées à la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 3.1 et qui satisfont aux conditions suivantes :

- (a) Ils doivent refléter la situation financière du Candidat ou de la Partie au GECA, et non pas celle de la maison mère ou de filiales
 - (b) Les états financiers passés doivent être vérifiés par un expert-comptable agréé ou en conformité avec la législation locale applicable
 - (c) Les états financiers doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
 - (d) Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)
- ☐ Ci-joint copies des états financiers¹ (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées ci-dessus et qui satisfont aux conditions indiquées.

4. Marchés/Travaux en cours et ressources financières

Le Candidat, ainsi que chacun des membres d'un GECA fourniront les informations au sujet de leurs engagements et charge de travail actuels liés aux marchés qui leur ont été attribués, pour lesquels une notification d'attribution a été reçue, ou en cours d'achèvement mais pour lesquels un certificat d'achèvement complet et sans réserve n'a pas encore été délivré.

Sur la base de la valeur de tous les Travaux en cours et de la facturation mensuelle moyenne, le Candidat et chaque Membre d'un GECA doivent expliquer comment il est proposé d'achever les Travaux dans les délais prévus pour chaque marché indiqué.

Le Candidat et chaque Membre d'un GECA devront également démontrer comment le critère de capacité financière 3.1 (ii) relatif à l'adéquation des ressources financières pour répondre aux besoins de trésorerie pour les travaux en cours et pour les engagements contractuels futurs sera respecté.

¹ Si l'état financier concerne une période antérieure aux 12 derniers mois précédant la candidature, le motif doit en être fourni.

1 No.	2 Nom du marché	3 Adresse, téléphone, télécopie de la personne- ressource du Maître de l'Ouvrage	4 Montant des Travaux à achever [équivalent \$US]	5 Date /Délai en mois d'achèvement estimé	6 Montant moyen de la facturation mensuelle au cours des 6 derniers mois (\$US/mois)	7 Flux de trésorerie estimatif requis pour chaque période de 4 mois = [valeur de la colonne 4 divisée par le nombre de mois de la colonne 5 fois 4].

Formulaire FIN – 3.2

Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction

[Formulaire à compléter par le Candidat et par chaque partie, dans le cas d'un GECA.]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA : *[insérer le nom complet]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Données sur le chiffre d'affaires annuel (construction uniquement)			
Année	Montant et monnaie	Taux de change*	Équivalent \$US
<i>[indiquer l'année civile]</i>	<i>[insérer le montant et la monnaie]</i>		
		Chiffre d'affaires moyen des activités de construction**	

* Cf. article 14 des IC concernant le taux de change

** Le chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction en \$US est calculé en divisant le total des paiements ordonnancés pour les travaux en cours par le nombre d'années spécifié dans la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 3.2.

Formulaire EXP – 4.1

Expérience générale de construction

[Formulaire à compléter par le Candidat et par chaque partie, dans le cas d'un GECA.]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA : *[insérer le nom complet]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

[Indiquer les marchés qui montrent une activité de construction continue au cours des dix (10) années conformément à la Section III, Critères et conditions de qualification, critère 4.1. Procéder par ordre chronologique en commençant par l'année la plus ancienne.]

Mois/ année de départ	Mois/ année final(e)	Identification du marché	Rôle du Candidat
<i>[insérer mois /année]</i>	<i>[insérer r mois/ année]</i>	Nom du marché : <i>[insérer le nom complet]</i> Brève description des Travaux réalisés par le Candidat : <i>[insérer une brève description des travaux]</i> Montant du marché : <i>[insérer le montant en monnaie du marché] [insérer le montant en équivalent \$US*]</i> Taux de change : <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[insérer le nom complet]</i> Adresse : <i>[nom de rue, numéro, ville, pays]</i>	<i>[indiquer « Entrepreneur » « partenaire de GECA » ou « Sous-traitant » ou « Ensemblier »]</i>

Mois/ année de départ	Mois/ année final(e)	Identification du marché	Rôle du Candidat
		Nom du marché : <i>[insérer le nom complet]</i> Brève description des Travaux réalisés par le Candidat : <i>[insérer une brève description des travaux]</i> Montant du marché : <i>[insérer le montant en monnaie du marché] [insérer le montant en équivalent \$US*]</i> Taux de change : <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[insérer le nom complet]</i> Adresse : <i>[nom de rue, numéro, ville, pays]</i>	<i>[indiquer « Entrepreneur » « partenaire de GECA » ou « Sous-traitant » ou « Ensemblier »]</i>
		Nom du marché : <i>[insérer le nom complet]</i> Brève description des Travaux réalisés par le Candidat : <i>[insérer une brève description des travaux]</i> Montant du marché : <i>[insérer le montant en monnaie du marché] [insérer le montant en équivalent \$US*]</i> Taux de change : <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i> Nom du Maître de l'Ouvrage : <i>[insérer le nom complet]</i> Adresse : <i>[nom de rue, numéro, ville, pays]</i>	<i>[indiquer « Entrepreneur » « partenaire de GECA » ou « Sous-traitant » ou « Ensemblier »]</i>

* Cf. article 14 des IC concernant le taux de change

Formulaire EXP – 4.2 (a)

Expérience spécifique de construction

Critère A : réalisation d'études et conceptions de silos

[Formulaire à compléter pour les marchés réalisés par le Candidat et par chaque partie, dans le cas d'un GECA ou par un sous-traitant spécialisé.]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA ou Sous-traitant spécialisé du Candidat : *[insérer le nom complet]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Numéro de marché similaire : <i>[insérer numéro du marché similaire]</i> sur <i>[insérer nombre total de marchés requis]</i>	Information
Identification du marché	<i>[Indiquer le numéro d'identification et le nom du marché, le cas échéant]</i>
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, p. ex. 15 juin 2015]</i>
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, p. ex. 3 octobre 2017]</i>

Rôle dans le marché identifié ci-dessus <i>[Cochez la case appropriée. Cochez la case « Entrepreneur principal » si le contrat a été attribué à la société déclarante en tant qu'entrepreneur de construction unique. Cochez la case «Partenaire GECA» si le contrat a été attribué au GECA et si le déclarant était membre du GECA. Cochez la case « Ensemblier » si le déclarant a signé le contrat de construction et était responsable de son exécution et de l'achèvement des travaux conformément aux conditions du contrat. Voir aussi ** ci-dessous. Cochez la case « Sous-traitant » si le déclarant déclarante était un sous-traitant désigné par l'Entrepreneur principal à qui le contrat a été attribué]</i>	Entrepreneur ☐	Partenaire GECA ☐	Ensemblier ☐ **	Sous-traitant ☐
Montant total du marché (coût total du projet étudié):	<i>[indiquer le montant total du marché en monnaie du marché]</i>		\$US : <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i> *	

Dans le cas d'une partie à un GECA ou d'un sous-traitant, comme l'indique la case cochée ci-dessus, le déclarant ne peut prétendre à une expérience que pour sa propre part des travaux effectivement exécutés dans le cadre du marché et non pour l'ensemble du marché. A ce titre, le déclarant doit préciser sa part en pourcentage et en valeur absolue dans le montant total du marché, ainsi que ses rôles et responsabilités dans le cadre du marché.	<i>[indiquer le pourcentage du montant total du marché indiqué ci-dessus qui représente la part de l'entreprise déclarante dans le cadre du marché exécuté]</i> %	<i>[indiquer le montant que l'entreprise déclarante a reçu ou elle a droit pour les travaux exécutés en tant que part du montant total du marché en monnaie du marché]</i>	<i>[indiquer le montant en équivalent en \$US]</i> <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US] *</i>
<i>[Insérer le rôle et les responsabilités]</i>			
Nom du Maître de l'Ouvrage :	<i>[indiquer le nom complet]</i>		
Adresse :	<i>[rue, numéro, ville, pays]</i>		
Numéro de téléphone/télécopie :	<i>[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]</i>		
Adresse électronique :	<i>[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]</i>		

* Cf. article 14 des IC concernant le taux de change

** En faisant valoir son expérience en tant qu'Ensemblier, le Candidat doit fournir des copies des contrats signés par le Candidat démontrant l'étendue des travaux de construction exécutés. Il est à noter qu'un Maître d'œuvre n'est pas la même chose qu'un Ensemblier. Le Maître d'œuvre est un consultant ou un agent de l'Emprunteur et est principalement responsable de la supervision des Travaux de construction et ne prend pas les risques associés à l'exécution des marchés de construction comme le fait l'Ensemblier. Au lieu d'exécuter les Travaux directement, un Ensemblier sous-traite et gère le travail d'autres entrepreneurs en assumant l'entière responsabilité et le risque du prix, de la qualité et de l'exécution dans les délais, conformément aux termes et conditions des contrats qu'il signe avec les Emprunteurs.

Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite)

Expérience spécifique de construction

Critère A : réalisation d'études et conceptions de silos

Numéro de marché similaire : <i>[insérer numéro du marché similaire] sur [insérer nombre total de marchés requis]</i>	Information
Description de la similitude conformément au critère 4.2 a) de la Section III :	
1. Montant	<i>[indiquer le montant en monnaie du marché (coût total du projet étudié)]</i> <i>[indiquer le montant en \$US en chiffres et en toutes lettres]</i> <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i>
2. Taille physique	<i>[indiquer le volume des études]</i>
3. Complexité	<i>[donner une description de la complexité]</i>
4. Méthodes/Technologie	<i>[préciser les méthodes/technologies utilisées]</i>
5. Cadences des activités des études	<i>[indiquer les cadences pour les activités correspondantes]</i>
6. Autres caractéristiques	<i>[indiquer les autres caractéristiques telles que décrites à la Section V, Étendue des travaux]</i>

Formulaire EXP – 4.2 (a)

Expérience spécifique de construction

Critère B: Construction de silos

[Formulaire à compléter pour les marchés réalisés par le Candidat et par chaque partie, dans le cas d'un GECA ou par un sous-traitant spécialisé.]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA ou Sous-traitant spécialisé du Candidat : *[insérer le nom complet]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Numéro de marché similaire : <i>[insérer numéro du marché similaire] sur [insérer nombre total de marchés requis]</i>	Information
Identification du marché	<i>[Indiquer le numéro d'identification et le nom du marché, le cas échéant]</i>
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, p. ex. 15 juin 2015]</i>
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, p. ex. 3 octobre 2017]</i>

Rôle dans le marché identifié ci-dessus <i>[Cochez la case appropriée. Cochez la case « Entrepreneur principal » si le contrat a été attribué à la société déclarante en tant qu'entrepreneur de construction unique. Cochez la case «Partenaire GECA» si le contrat a été attribué au GECA et si le déclarant était membre du GECA. Cochez la case « Ensemblier » si le déclarant a signé le contrat de construction et était responsable de son exécution et de l'achèvement des travaux conformément aux conditions du contrat. Voir aussi ** ci-dessous. Cochez la case « Sous-traitant » si le déclarant était un sous-traitant désigné par l'Entrepreneur principal à qui le contrat a été attribué]</i>	Entrepreneur ☐	Partenaire GECA ☐	Ensemblier ☐ **	Sous-traitant ☐
Montant total du marché :	<i>[indiquer le montant total du marché en monnaie du marché]</i>		\$US : <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i> *	

Dans le cas d'une partie à un GECA ou d'un sous-traitant, comme l'indique la case cochée ci-dessus, le déclarant ne peut prétendre à une expérience que pour sa propre part des travaux effectivement exécutés dans le cadre du marché et non pour l'ensemble du marché. A ce titre, le déclarant doit préciser sa part en pourcentage et en valeur absolue dans le montant total du marché, ainsi que ses rôles et responsabilités dans le cadre du marché.	[indiquer le pourcentage du montant total du marché indiqué ci-dessus qui représente la part de l'entreprise déclarante dans le cadre du marché exécuté] %	[indiquer le montant que l'entreprise déclarante a reçu ou elle a droit pour les travaux exécutés en tant que part du montant total du marché en monnaie du marché]	[indiquer le montant en équivalent en \$US] [insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US] *
[Insérer le rôle et les responsabilités]			
Nom du Maître de l'Ouvrage :	[indiquer le nom complet]		
Adresse :	[rue, numéro, ville, pays]		
Numéro de téléphone/télécopie :	[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]		
Adresse électronique :	[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]		

* Cf. article 14 des IC concernant le taux de change

** En faisant valoir son expérience en tant qu'Ensemblier, le Candidat doit fournir des copies des contrats signés par le Candidat démontrant l'étendue des travaux de construction exécutés. Il est à noter qu'un Maître d'œuvre n'est pas la même chose qu'un Ensemblier. Le Maître d'œuvre est un consultant ou un agent de l'Emprunteur et est principalement responsable de la supervision des Travaux de construction et ne prend pas les risques associés à l'exécution des marchés de construction comme le fait l'Ensemblier. Au lieu d'exécuter les Travaux directement, un Ensemblier sous-traite et gère le travail d'autres entrepreneurs en assumant l'entière responsabilité et le risque du prix, de la qualité et de l'exécution dans les délais, conformément aux termes et conditions des contrats qu'il signe avec les Emprunteurs.

Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite)

Expérience spécifique de construction

Critère B: Construction de silos

Numéro de marché similaire : <i>[insérer numéro du marché similaire] sur [insérer nombre total de marchés requis]</i>	Information
Description de la similitude conformément au critère 4.2 a) de la Section III :	
7. Montant	<i>[indiquer le montant en monnaie du marché] [indiquer le montant en \$US en chiffres et en toutes lettres] [insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i>
8. Taille physique	<i>[indiquer le volume des travaux]</i>
9. Complexité	<i>[donner une description de la complexité]</i>
10. Méthodes/Technologie	<i>[préciser les méthodes/technologies utilisées]</i>
11. Cadences de construction	<i>[indiquer les cadences pour les activités correspondantes]</i>
12. Autres caractéristiques	<i>[indiquer les autres caractéristiques telles que décrites à la Section V, Étendue des travaux]</i>

Formulaire EXP – 4.2 (a)

Expérience spécifique de construction

Critère C: Réhabilitation de silos

[Formulaire à compléter pour les marchés réalisés par le Candidat et par chaque partie, dans le cas d'un GECA ou par un sous-traitant spécialisé.]

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA ou Sous-traitant spécialisé du Candidat : *[insérer le nom complet]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

Numéro de marché similaire : <i>[insérer numéro du marché similaire]</i> sur <i>[insérer nombre total de marchés requis]</i>	Information
Identification du marché	<i>[Indiquer le numéro d'identification et le nom du marché, le cas échéant]</i>
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, p. ex. 15 juin 2015]</i>
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, p. ex. 3 octobre 2017]</i>

Rôle dans le marché identifié ci-dessus <i>[Cochez la case appropriée. Cochez la case « Entrepreneur principal » si le contrat a été attribué à la société déclarante en tant qu'entrepreneur de construction unique. Cochez la case «Partenaire GECA» si le contrat a été attribué au GECA et si le déclarant était membre du GECA. Cochez la case « Ensemblier » si le déclarant a signé le contrat de construction et était responsable de son exécution et de l'achèvement des travaux conformément aux conditions du contrat. Voir aussi **ci-dessous. Cochez la case « Sous-traitant » si le déclarant déclarante était un sous-traitant désigné par l'Entrepreneur principal à qui le contrat a été attribué]</i>	Entrepreneur ☐	Partenaire GECA ☐	Ensemblier ☐ **	Sous-traitant ☐
Montant total du marché :	<i>[indiquer le montant total du marché en monnaie du marché]</i>		\$US : <i>[insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i> *	

Dans le cas d'une partie à un GECA ou d'un sous-traitant, comme l'indique la case cochée ci-dessus, le déclarant ne peut prétendre à une expérience que pour sa propre part des travaux effectivement exécutés dans le cadre du marché et non pour l'ensemble du marché. A ce titre, le déclarant doit préciser sa part en pourcentage et en valeur absolue dans le montant total du marché, ainsi que ses rôles et responsabilités dans le cadre du marché.	[indiquer le pourcentage du montant total du marché indiqué ci-dessus qui représente la part de l'entreprise déclarante dans le cadre du marché exécuté] %	[indiquer le montant que l'entreprise déclarante a reçu ou elle a droit pour les travaux exécutés en tant que part du montant total du marché en monnaie du marché]	[indiquer le montant en équivalent en \$US] [insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US] *
[Insérer le rôle et les responsabilités]			
Nom du Maître de l'Ouvrage :	[indiquer le nom complet]		
Adresse :	[rue, numéro, ville, pays]		
Numéro de téléphone/télécopie :	[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]		
Adresse électronique :	[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]		

* Cf. article 14 des IC concernant le taux de change

** En faisant valoir son expérience en tant qu'Ensemblier, le Candidat doit fournir des copies des contrats signés par le Candidat démontrant l'étendue des travaux de construction exécutés. Il est à noter qu'un Maître d'œuvre n'est pas la même chose qu'un Ensemblier. Le Maître d'œuvre est un consultant ou un agent de l'Emprunteur et est principalement responsable de la supervision des Travaux de construction et ne prend pas les risques associés à l'exécution des marchés de construction comme le fait l'Ensemblier. Au lieu d'exécuter les Travaux directement, un Ensemblier sous-traite et gère le travail d'autres entrepreneurs en assumant l'entière responsabilité et le risque du prix, de la qualité et de l'exécution dans les délais, conformément aux termes et conditions des contrats qu'il signe avec les Emprunteurs.

Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite)

Expérience spécifique de construction

Critère C: Réhabilitation de silos

Numéro de marché similaire : <i>[insérer numéro du marché similaire] sur [insérer nombre total de marchés requis]</i>	Information
Description de la similitude conformément au critère 4.2 a) de la Section III :	
13. Montant	<i>[indiquer le montant en monnaie du marché] [indiquer le montant en \$US en chiffres et en toutes lettres] [insérer le taux de change utilisé pour calculer le montant en \$US]</i>
14. Taille physique	<i>[indiquer le volume des travaux]</i>
15. Complexité	<i>[donner une description de la complexité]</i>
16. Méthodes/Technologie	<i>[préciser les méthodes/technologies utilisées]</i>
17. Cadences des travaux	<i>[indiquer les cadences pour les activités correspondantes]</i>
18. Autres caractéristiques	<i>[indiquer les autres caractéristiques telles que décrites à la Section V, Étendue des travaux]</i>

Formulaire EXP – 4.2 (b)

Expérience spécifique de construction dans les principales activités

Nom du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom de la Partie au GECA: *[insérer le nom complet, le cas échéant]*

Nom² du Sous-traitant spécialisé du Candidat (conformément aux articles 24.2 et 24.3 de IC) : *[insérer le nom complet, si autorisé]*

N° de l'Avis de Pré-qualification : *[numéro et titre de l'avis]*

N° et titre de l'AOIO : *[numéro et titre de l'AOIO]*

Page *[insérer le numéro de la page]* de *[insérer le total du nombre de pages]* pages

1. Travaux spécialisés No 1 : Etudes structurelles d'un silo métallique à grains de type vertical

Nombre d'études réalisées durant les dix dernières années : _____

En réponse au critère de nombre minimal (**deux**) d'études structurelles d'un silo métallique à grains de type vertical d'une *capacité minimale de 30 milles tonnes* réalisées entre le premier janvier 2015 et la date de remise des offres dans le cadre d'un ou plusieurs contrats.

Etudes structurelles d'un silo métallique à grains de type vertical d'une *capacité minimale de 30 milles tonnes* N°1 :

	Information			
Identification du marché	<i>[indiquer le numéro et le nom du marché, le cas échéant]</i>			
Description de l'étude				
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, par ex. 15 juin 2015]</i>			
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, par ex. 3 octobre 2017]</i>			
Rôle dans le marché <i>[cocher la case appropriée]</i>	Entrepreneur ☐	Partenaire de GECA ☐	Ensemblier ☐	Sous-traitant ☐

² Le cas échéant

	Information
Nom du Maître de l'Ouvrage :	<i>[indiquer le nom complet]</i>
Adresse :	<i>[rue, numéro, ville, pays]</i>
Numéro de téléphone/télécopie :	<i>[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]</i>
Adresse électronique :	<i>[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]</i>

Etudes structurelles d'un silo métallique à grains de type vertical d'une *capacité minimale de 30 milles tonnes N°2* :

	Information			
Identification du marché	<i>[indiquer le numéro et le nom du marché, le cas échéant]</i>			
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, par ex. 15 juin 2015]</i>			
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, par ex. 3 octobre 2017]</i>			
Rôle dans le marché <i>[cocher la case appropriée]</i>	Entrepreneur ☐	Partenaire de GECA ☐	Ensemblier ☐	Sous-traitant ☐
Nom du Maître de l'Ouvrage :	<i>[indiquer le nom complet]</i>			
Adresse :	<i>[rue, numéro, ville, pays]</i>			
Numéro de téléphone/télécopie :	<i>[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]</i>			
Adresse électronique :	<i>[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]</i>			

Etudes structurelles d'un silo métallique à grains de type vertical d'une *capacité minimale de 30 milles tonnes N°....* :

	Information			
Identification du marché	<i>[indiquer le numéro et le nom du marché, le cas échéant]</i>			
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, par ex. 15 juin 2015]</i>			
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, par ex. 3 octobre 2017]</i>			
Rôle dans le marché <i>[cocher la case appropriée]</i>	Entrepreneu r ☐	Partenaire de GECA ☐	Ensemblier ☐	Sous-traitant ☐
Nom du Maître de l'Ouvrage :	<i>[indiquer le nom complet]</i>			
Adresse :	<i>[rue, numéro, ville, pays]</i>			
Numéro de téléphone/télécopie :	<i>[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]</i>			
Adresse électronique :	<i>[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]</i>			

Travaux spécialisés No 2 : Travaux de montage et installation d'un silo de stockage à grain

Nombre de travaux de montage et d'installation de silos: _____

En réponse au critère de la réalisation totale minimale des **travaux de montage et d'installation d'un silo vertical de stockage à grains d'une capacité minimale de 30 milles tonnes** entre le 1er janvier 2015 et la date limite de remise des Offres dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats sera de **deux (02)**.

Travaux de montage et installation 1 :

	Information
Identification du marché	<i>[indiquer le numéro et le nom du marché, le cas échéant]</i>

	Information			
Description du projet				
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, par ex. 15 juin 2015]</i>			
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, par ex. 3 octobre 2017]</i>			
Rôle dans le marché <i>[cocher la case appropriée]</i>	Entrepreneu r ☐	Partenaire de GECA ☐	Ensemblier ☐	
Nom du Maître de l'Ouvrage :	<i>[indiquer le nom complet]</i>			
Adresse :	<i>[rue, numéro, ville, pays]</i>			
Numéro de téléphone/télécopie :	<i>[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]</i>			
Adresse électronique :	<i>[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]</i>			

Travaux de montage et installation :

	Information			
Identification du marché	<i>[indiquer le numéro et le nom du marché, le cas échéant]</i>			
Description du projet				
Date d'attribution	<i>[jour, mois, année, par ex. 15 juin 2015]</i>			
Date d'achèvement	<i>[jour, mois, année, par ex. 3 octobre 2017]</i>			
Rôle dans le marché <i>[cocher la case appropriée]</i>	Entrepreneu r ☐	Partenaire de GECA ☐	Ensemblier ☐	
Nom du Maître de l'Ouvrage :	<i>[indiquer le nom complet]</i>			

	Information
Adresse :	<i>[rue, numéro, ville, pays]</i>
Numéro de téléphone/télécopie :	<i>[indiquer numéro de téléphone/télécopie, y compris le préfixe de pays et de localité]</i>
Adresse électronique :	<i>[indiquer l'adresse de courriel, le cas échéant]</i>

Formulaire EXP - 4.2(c)

Expérience spécifique dans la gestion des aspects ES

Nom du Soumissionnaire: _____ Date: _____

Nom du membre du GECA du Soumissionnaire : _____

No. DAO et le titre: _____ Page _____ de _____ pages

1. Exigence clé no 1 conformément à 4.2 (c) : _____

Identification du contrat				
Date d'attribution				
Date d'achèvement				
Rôle dans le contrat	Entrepreneur principal ☐	Membre de GECA ☐	Entrepreneur gestionnaire de projet ☐	Sous-traitant ☐
Montant total du contrat			\$US	
Détails de l'expérience pertinente				

2. Exigence clé no 2 conformément à 4.2 (c) : _____

3. Exigence clé no 3 conformément à 4.2 (c) : _____

Section V. Pays Éligibles

Éligibilité en matière de passation des marchés de Biens, Travaux et Services financés par la Banque

A. Dispositions de la Section 5 « Éligibilité » de la Politique de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque et du Chapitre A2 du Manuel des opérations de passation des marchés (OPM) en vertu du Cadre de Passation des Marchés de la Banque africaine de développement

1. Le Fonds africain de développement (FAD) autorise les entreprises et ressortissants de tous les pays à offrir des biens, Travaux et services (autres que des services de consultants) dans le cadre des opérations financées sur les ressources du FAD. Toutefois, le produit de tout prêt, investissement ou autre financement dans le cadre des opérations de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds spécial du Nigeria (FSN), servira à l'acquisition de biens et des Travaux, y compris les services connexes, fournis par des soumissionnaires originaires de pays membres¹ éligibles². Toutes conditions de participation à un marché doivent être limitées à celles qui sont essentielles pour assurer que le soumissionnaire possède les capacités requises pour exécuter le contrat concerné. Dans le cas des opérations financées à partir des ressources de la BAD et du FSN, les soumissionnaires originaires de pays non-membres ne sont pas éligibles, même s'ils proposent lesdits biens, Travaux et services connexes (y compris le transport et l'assurance) à partir de pays membres éligibles. Toute dérogation à cette règle ne se fera que conformément aux dispositions des articles 17.1(d) de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, et 4.1 de l'Accord portant création du Fonds spécial du Nigeria.

B. Conditions d'éligibilité de Biens et Travaux financés par la Banque

Généralités

1. Les critères d'éligibilité à la participation à la fourniture de biens, Travaux et services connexes dans le cadre de projets et de prêts financés par la BAD et le FSN, découlent des dispositions de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement en son Article 17.1(d), et de l'Accord portant création du Fonds Spécial du Nigeria (FSN), en son Article 4.1. Les exigences ci-dessus consacrent deux types de critères d'éligibilité :

¹ « Pays membres éligibles » ou « pays membres » signifie : (a) dans le cas de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds spécial du Nigeria (FSN), les Pays Membres de la BAD.

² Se reporter au Cadre de passation des marchés de la Banque pour des informations complémentaires sur l'éligibilité.

L'éligibilité du soumissionnaire ;

L'éligibilité des biens, des Travaux et des services connexes.

Éligibilité du Soumissionnaire au Financement BAD & FSN

2. L'éligibilité du soumissionnaire doit être fonction de sa nationalité, conformément aux Règles ci-après :
 - (a) Personne physique : une personne physique est éligible si elle est ressortissante d'un pays membre de la BAD. Lorsqu'une personne a plus d'une nationalité, elle n'est éligible que si le pays d'origine indiqué sur son Offre est membre de la BAD.
 - (b) Personne morale : une personne morale est éligible à condition de satisfaire aux critères suivants :
 1. elle a été constituée dans un pays membre de la BAD ;
 2. elle a la nationalité d'un pays membre de la BAD, telle que déterminée par la législation du lieu de sa constitution ;
 3. son principal centre d'activités se trouve dans un pays membre de la BAD.
 - (c) Groupelements et associations : un groupement d'entreprises, partenariat ou une association, non constitué(e) en société n'est éligible que si plus de 50 % de la valeur de ses Travaux ou services sont exécutés par ses membres qui satisfont aux exigences d'éligibilité des personnes physiques et personnes morales sont des personnes physiques ou des personnes morales.

Éligibilité des Biens, Travaux et Services connexes

3. Pour être éligibles, les biens à fournir doivent être extraits, cultivés ou produits dans un pays membre dans la forme où ils sont achetés.
4. Pour les marchés de Travaux qui peuvent comprendre des Travaux de génie civil, de construction d'usines ou des contrats clés en main, l'entrepreneur doit satisfaire aux critères d'éligibilité nationale soit en tant que personne physique, ou comme société, groupements ou association. Le personnel, les équipements et les matériaux nécessaires à l'exécution des Travaux doivent provenir de pays membres.
5. Pour les marchés attribués sur la base de coût-assurance-fret (CIF) ou port et assurance payés (CIP), les soumissionnaires pourront librement prendre les dispositions nécessaires au transport maritime ou autre, ainsi qu'à l'assurance correspondante, auprès de tout pays membre éligible. D'autre part, lorsque les biens sont acheminés sur la base FOB et que la Banque a accepté de financer à part le transport et l'assurance qui font l'objet d'un contrat séparé, la Banque doit

s'assurer que ces services sont fournis par des prestataires éligibles originaires de pays membres.

Liste des pays éligibles

6. Par « Pays éligibles » on entend : (a) dans le cas de la Banque africaine de développement et du Fonds spécial du Nigéria, les pays membres de la Banque africaine de développement (La liste des pays éligibles peut être consultée sur le site Internet de la Banque africaine de développement : <https://www.afdb.org/fr/about-us/corporate-information/members>) ; et (b) dans le cas du Fonds africain de développement, tout pays.

Pays inéligibles en référence aux articles 4.8 et 5.1 des IS

7. Aux fins d'information des soumissionnaires, en référence aux articles 4.8 et 5.1 des IS, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles pour concourir dans le cadre de ce processus d'appel d'Offres :

Au titre des articles 4.8(a) et 5.1 des IS concernant les pays interdits par l'Emprunteur : *[insérer la liste des pays inéligibles après approbation par la Banque d'appliquer la restriction, ou s'il n'y en a pas, indiquer « aucun »].*

Au titre des 4.8(b) et 5.1 des IS concernant l'interdiction appliquée en vertu de la décision prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies : *[insérer la liste des pays inéligibles après approbation par la Banque d'appliquer la restriction, ou s'il n'y en a pas, indiquer « aucun »].*

Section VI. Fraude et Corruption

(Le texte de la Section VI ne doit pas être modifié)

1. Objet

1.1 Le Cadre d'Intégrité de la Banque, ainsi que la présente Section, sont applicables à la passation des marchés au titre des opérations de financement de projets d'investissement de la Banque.

2. Exigences

2.1 La Banque exige que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements), les soumissionnaires (candidats), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, les sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, tous les agents (déclarés ou non) ; ainsi que l'ensemble de leur personnel ; se conforment aux normes les plus strictes en matière d'éthique, durant le processus de passation des marchés, la sélection, et l'exécution des contrats financés par la Banque, et s'abstiennent de toute fraude et corruption¹.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque :

- a. aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :
 - (i) est coupable de « corruption » quiconque Offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur les actions d'une autre personne ou entité² ;
 - (ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou s'abstient d'agir, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité³, afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;

¹ Dans ce contexte, toute action visant à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat pour un avantage indu est inappropriée.

² Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne un agent public agissant en relation avec le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés.

³ Aux fins du présent alinéa, « partie » désigne un agent public, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés ; les termes « avantage » et « obligation » se rapportent au processus de passation des marchés ou à l'exécution du contrat ; et « l'acte ou l'omission » est destiné à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat. »

- (iii) se livrent à des « manœuvres collusives » les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l'action d'autres personnes ou entités ;
- (iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou entité, ou à leurs biens en vue d'en influencer indûment sur les actions de cette personne ou entité ; et
- (v) et se livre à des « manœuvres obstructives » :
 - (a) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête ; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête ; ou
 - (b) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe (e) ci-dessous.
- b. rejettera la proposition d'attribution d'un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d'attribuer ledit marché ou contrat, ou l'un des membres de son personnel ou de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés s'est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructive en vue de l'obtention dudit marché ou contrat ;

- c. outre les recours prévus dans l'Accord de Financement, pourra décider d'autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur, ou d'un bénéficiaire du financement, s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché, de sélection ou d'exécution du marché, sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque lorsqu'il a eu connaissance desdites pratiques ;
- d. sanctionnera une entreprise ou un individu, en vertu du Cadre d'Intégrité de la Banque, et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l'exclusion de l'entreprise ou de l'individu pour une période indéfinie ou déterminée : (i) de l'attribution d'un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière⁴ ; (ii) de la participation⁵ comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d'une entreprise par ailleurs éligible à l'attribution d'un marché financé par la Banque ; et (iii) du bénéfice du versement de fonds émanant d'un prêt de la Banque ou de participer d'une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d'un projet financé par la Banque ;
- e. exigera que les dossiers d'appel d'Offres, et que les contrats et marchés financés par la Banque, contiennent une disposition exigeant des soumissionnaires

⁴ Pour écarter tout doute, les effets d'une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la pré-qualification, l'expression d'intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d'offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d'un tel contrat, et (ii) la conclusion d'un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant.

⁵ Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d'appel d'offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l'Offre du soumissionnaire compte tenu de l'expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu'il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une Offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l'Emprunteur.

(candidats), consultants, fournisseurs et entrepreneurs, ainsi que leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et personnel, autorisent la Banque à inspecter⁶ les pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l'exécution du marché, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

⁶ Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Elles comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d'une enquête ou d'un audit, tel que l'évaluation de la véracité d'une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d'avoir accès à des documents financiers d'une entreprise ou d'une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d'avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l'enquête ou de l'audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie.

PARTIE 2 - Spécifications des Travaux

Section VII. Étendue des Travaux

Table des matières

1. Description des Travaux.....	90
2. Calendrier des travaux.....	94
3. Site et autres données.....	95
4. Exigences environnementales, sociales, hygiène et sécurité (ESHS)	96

1. Description du projet

Le Maître de l'Ouvrage, l'Office des Céréales, lance une préqualification internationale de candidats à soumissionner une offre pour la construction d'un nouveau silo portuaire métallique de type vertical destiné au stockage des céréales, des bâtiments, et installations annexes et la réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton. Le site se trouve au port maritime de Radès en Tunisie. Le projet se compose d'un seul lot comportant les Etudes, la Fourniture et la Construction.

Le projet comporte les éléments essentiels suivants :

1. La réalisation de l'ensemble des études nécessaire à ce projet (nouveau silo et ancien silo), à savoir : Etudes géotechniques ; Etudes hydrauliques ; Levés topographiques ; Conception générale ; Etudes architecturales des bâtiments annexes ; Etudes des lots spéciaux (lot VRD, le branchement ferroviaire les fondations spéciales Les lots fluides, aménagement des locaux, installations électriques des bâtiments, réseaux téléphoniques et informatiques et de contrôle d'accès et de télésurveillance, aménagement paysager et des espaces libres,...) ; Etudes structurelles ; Etudes de diagnostic et de réparation des désordres constatés sur l'infrastructure du silo en béton existant, Etudes des système de manutention, pesage, échantillonnage, thermométrie, fumigation et dépoussiérage du nouveau silo et le remplacement de ces systèmes pour l'ancien silo, Etude de remplacement de l'ancienne déchargeuse de navire ; Etudes des installations électriques ; Etudes des performances énergétiques ; Etude et développement d'un système de contrôle et d'acquisition des données ; Etudes des systèmes de sécurité ; Etudes de dangers.
2. La conception et l'optimisation de l'exploitation des silos, des installations et des bâtiments annexes et leur intégration avec l'infrastructure existante.
3. La préparation des dossiers des autorisations réglementaires préalables.
4. Les travaux de fondation.
5. Les aménagements préalables (démantèlement d'installations et démolition et/ou rénovation de certains bâtiments existants).
6. La réhabilitation de l'ancien silo en béton : démontage des installations existantes, remise en état des désordres constatés sur les ouvrages.
7. Les travaux de VRD.
8. La fourniture des équipements sur site.
9. Les travaux de montage et d'installation de tous les équipements.
10. La construction des bâtiments annexes aux silos.
11. Les essais de mise en services.

Présentation sommaire du projet

Le projet sera réalisé au port maritime de Radès en Tunisie et il consiste essentiellement à :

- La construction d'un silo métallique de type vertical de stockage des céréales d'une capacité de 40 milles tonnes environ et leurs infrastructures et installations annexes (dont les principales caractéristiques sont mentionnées dans le tableau A).
- La réhabilitation et mise à niveau d'un ancien silo en béton armé d'une capacité de 30 milles tonnes (dont les principales caractéristiques sont mentionnées dans le tableau B) : Réparation, renforcement de l'infrastructure en béton armé du silo et remise en état, désinstallation des anciens équipements de manutention, de sécurité, électrique et de commande..., et fourniture et installation des nouveaux équipements.
- La désinstallation d'un ancien portique de déchargement des navires et la fourniture et réinstallation d'un nouveau portique.
- La construction des bâtiments annexes et la réalisation des travaux de voirie et réseaux divers

Ces données sont à titre indicatif, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier lors de l'établissement des cahiers des charges de réalisation du projet.

Tableau A : Descriptif technique du nouveau Silo et nouveaux bâtiments annexes

Désignations		Besoins
Capacité		Volume total: 53000 m ³ ± 10% (40 Mt)
Cellules		
<i>Types des cellules</i>		Métallique, cylindrique verticale à vidange intégrale
<i>Capacité nominale unitaire</i>		Sup à 4000 m ³ (sup à 3 Mt)
<i>Nombre</i>		Sera déterminé en fonction de la conception du silo
Processus de Manutention		
<i>Poste déchargement navire</i>		Acquisition de nouvelle déchargeuse de navire à débit variable (de 300 t/h à 600 t/h) et d'un transporteur/convoyeur, avec possibilité de répartir le flux après pesage en 3 destinations (cellules, boisseau wagon, boisseau camion)
<i>Poste chargement wagon</i>		Boisseau desservit à partir des cellules ou depuis le circuit déchargement navire, débit (300 t/h) capacité (min 150 t)
<i>Poste Chargement Camion</i>		Boisseau desservit à partir des cellules ou depuis du circuit déchargement navire, débit (300 t/h) capacité (min 150 t)
<i>Transfert intercellule</i>		Oui, avec un débit (300 t/h)
<i>Transbordement entre</i>		Oui, avec un débit (300 t/h)

<i>nouveau silo et ancien silo</i>	
Processus de stockage	
<i>Thermométrie</i>	Oui
<i>Capteur de niveaux cellule</i>	Oui
<i>Ventilation</i>	Non
<i>Système de fumigation</i>	Système avec distributeur de fumigant.
Processus de pesage	
<i>Balances circuits</i>	Balances de circuits déchargement navire Balance de circuit chargement wagon et transilage Balance de circuit chargement Camion et transilage
<i>Pont bascule</i>	Pont bascule pour camion, Portée (min 60 t)
Processus échantillonnage	
<i>Echantillonneur circuit</i>	Echantillonneur de circuit déchargement navire Echantillonneur de circuit chargement wagon
<i>Echantillonneur sur camion</i>	au niveau pont bascule
Sécurité	
<i>Système de dépoussiérage</i>	Tour de manutention, poste de chargement camion et poste de chargement wagon
<i>Système de lutte contre incendie</i>	Oui
<i>Système vidéosurveillance</i>	Oui
Bâtiments et installations annexes	Nouveaux locaux: gardiennage et contrôle; administration, pesage, échantillonnage, laboratoire d'agrèage, poste transformation électrique, local social et local pour stockage poussière.
Synoptique du nouveau silo	Au silo, Process silo digitalisés avec automates programmables et visualisation sur écran
Réseaux de connexion	Oui

N.B : Les quantités à mettre en œuvre seront connues après la conception du projet.

Tableau B : Descriptif technique de l'ancien silo à réhabiliter

Désignations	
Date de mise en exploitation	1974
Emplacement du silo	
<i>Gouvernorat</i>	Ben Arous
<i>Délégation</i>	Rades
<i>Situation</i>	Sur le port de la zone pétrolière
Activité du Silo	– Réception des céréales à travers des navires. – Stockage des céréales. – Expédition des céréales à travers les chemins de fer et les camions.
Capacité de stockage	30 Milles Tonnes
Les cellules	
<i>Nombre</i>	80 Cellules dont 54 cellules circulaires et 26 intercalaires
<i>Capacité de stockage</i>	Entre 200 et 500 tonnes /cellule
<i>Nature</i>	Cellule en béton armé
Hauteur	Tour de travail 50 m
Point le plus bas	Cave du tour à (-6.20m)
Nombre d'étage de la tour	Cave sous-sol + 06 étages
Nombre de personnel	64 personnes
Escaliers	Oui : tour de travail
Surface du silo	30615.50 m ²
Portique	Déchargement des navires – débit 300 t /h
Equipements de manutention	
<i>Elévateur à godets</i>	7
<i>Transporteurs à chaines</i>	25
<i>Transporteurs à bandes</i>	-
<i>Vis de manutention</i>	-
Installation de ventilation	-
Installation de dépoussiérage	17
Compresseurs et installation d'air comprimé	2 compresseurs à vis
Equipements de pesage	5 balances de circuits
Equipements de nettoyage	-
Ascenseur	8 niveaux
Installation électrique	
<i>Moteurs (réception)</i>	139
<i>Transformateurs de puissances</i>	5
<i>TGBT</i>	-
<i>Armoires des batteries condensateurs</i>	2

2. Calendrier du projet

Le calendrier prévu pour la phase de pré-qualification est le suivant :

24 mars 2025	Publication de l'avis de pré-qualification des entreprises
04 avril 2025	Délai de soumission de requêtes d'éclaircissement par les candidats
21 avril 2025	Délai d'émission d'additif par le Maître de l'ouvrage, si nécessaire
07 mai 2025	Date de clôture de la réception des documents de pré-qualification soumis par les Candidats au Maître d'ouvrage 12h00 (heure tunisienne)

Le calendrier prévu pour la phase de consultation est le suivant :

Juillet 2025	Date de lancement de l'appel d'offres restreint
Août 2025	Date de remise et d'ouverture des plis de l'appel d'offres restreint
Novembre 2025	Date d'attribution du marché et signature du contrat

Le calendrier prévu pour la phase de réalisation du projet est le suivant :

Novembre 2025	Date de démarrage du projet et début des études
Mars 2026	Date de début de l'exécution des travaux
Mars 2027	Date de fin des travaux

Hormis les conditions prévues dans le chapitre précédent, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier les calendriers des phases de consultation et des travaux cités ci-dessus.

3. Site et autres données

Le site se trouve dans la zone portuaire de Radès, située sur la côte Nord-Est de la Tunisie. Le port de Radès est un port multifonctionnel comprenant deux terminaux principaux : le terminal à conteneurs et le terminal vraquier. Le site de l'Office des Céréales (OC) est implanté dans la partie est du terminal vraquier, dédié principalement à l'importation des céréales.

La zone prévue pour la construction du nouveau silo se situe sur un terrain nu. Ce terrain est actuellement vacant, sans infrastructures ni constructions préalables, ce qui faciliterait les travaux de préparation du site et de construction du nouveau silo. La zone délimitée pour la construction est clairement définie et offre une surface suffisante pour l'implantation du nouveau silo, tout en respectant les contraintes spatiales et les exigences opérationnelles du site portuaire de Radès. Cette localisation assurerait une intégration avec les infrastructures existantes et favoriserait une logistique efficace pour les opérations futures du silo.

Pour plus de détails sur l'emplacement du site, le soumissionnaire peut consulter le site de l'Office de la marine marchande et des ports : <https://www.ommp.nat.tn/> ou demander un complément d'information de l'Office des Céréales.

4. Exigences environnementales, sociales, hygiène et sécurité (ESHS)

Le Maître d'Ouvrage doit recourir aux services d'un spécialiste qualifié dans le domaine environnemental, social, hygiène et sécurité afin de préparer les spécifications ESHS, en collaboration avec un spécialiste en passation des marchés.

Le Maître d'Ouvrage doit joindre ou se référer à sa politique/ses règles environnementales, sociales, hygiène et sécurité applicables au projet. Si cette politique ou ces règles n'existent pas, le Maître d'Ouvrage devrait se référer aux conseils ci-après afin de préparer des règles applicables aux Travaux.

CONTENU RECOMMANDE POUR DES REGLES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES (DECLARATION)

L'objectif d'une politique applicable aux Travaux devrait au minimum être formulé en vue d'intégrer la protection de l'environnement, l'hygiène et la sécurité au travail et dans les communautés concernées, l'égalité des sexes, la protection des enfants, les groupes vulnérables (y compris les handicapés), le harcèlement sexuel, la violence à caractère sexiste (VCS), l'exploitation et les abus sexuels (EAS), la prévention et l'information concernant le VIH/SIDA, et l'engagement des parties prenantes dans les processus de planification, les programmes et activités des parties concernées par la réalisation des Travaux. Il est conseillé au Maître d'Ouvrage de consulter la Banque africaine de développement afin de convenir des aspects à inclure, qui peuvent également traiter de : l'adaptation climatique, la relocalisation et l'expropriation, les populations indigènes, etc. La politique applicable devrait établir le cadre de suivi, les processus et activités d'amélioration continue, et les mécanismes destinés à rendre compte de la conformité aux règles.

La politique applicable doit stipuler que, aux fins de la mise en œuvre de cette politique et/ou du Code de Conduite, le terme « enfant » s'applique à toute personne âgée de moins de 18 ans.

La politique applicable devrait dans toute la mesure du possible être brève mais spécifique et explicite, et mesurable afin de permettre de rendre compte de la conformité aux règles applicables.

Au minimum, la politique doit contenir les engagements à :

- 1. appliquer les bonnes pratiques professionnelles internationales pour la protection et la conservation de l'environnement naturel et minimiser les impacts inévitables ;*
- 2. procurer et maintenir un cadre de travail respectant l'hygiène et la sécurité et des systèmes de travail sécurisés ;*

3. *protéger la santé et la sécurité des communautés locales et des usagers, avec une attention particulière pour les personnes handicapées, âgées ou plus généralement vulnérables ;*
4. *assurer que les conditions d'embauche et de travail de tous les travailleurs engagés pour les Travaux se conforment aux conventions du BIT relatives à la main d'œuvre auxquelles le pays hôte a adhéré ;*
5. *ne pas tolérer les activités illégales et mettre en œuvre les mesures disciplinaires à leur encontre. Ne pas tolérer les activités VCS, mauvais traitement, activités sexuelles avec des enfants, et harcèlement sexuel et mettre en œuvre les mesures disciplinaires à leur encontre ;*
6. *adopter une perspective sexo-spécifique et procurer un cadre favorisant l'égalité des hommes et des femmes dans la participation à la planification et à la préparation des Travaux et leur permettant d'en bénéficier de manière égale ;*
7. *travailler de manière collaborative, y compris avec les usagers in fine des Travaux, les autorités concernées, les entreprises et les communautés locales ;*
8. *entendre et écouter les personnes et organisations affectées et répondre à leurs préoccupations, avec une attention particulière pour les personnes vulnérables, handicapées, ou âgées ;*
9. *procurer un cadre faisant la promotion d'échange d'information, de vues et d'idées en toute liberté et sans crainte de représailles, et assurer la protection des lanceurs d'alertes ;*
10. *minimiser le risque de transmission VIH et réduire les effets de VIH/SIDA liés à la réalisation des Travaux.*

La Présidente Directrice Générale

De l'Office des Céréales